

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE
ET DE L'ALPHABÉTISATION

RÉPUBLIQUE DE CÔTE D'IVOIRE
Union – Discipline – Travail

INSPECTION GÉNÉRALE

Service communication
B.P. V 160
Tél : 27 20-22-24-68
Fax : 27 20-21-15-93



Réf. N°3679 MENA / IGEN / COM



Revue de Presse

DU MARDI 15 OCTOBRE 2024

Thème de l'année scolaire 2023-2024

**« Soyons des citoyens responsables
pour une école de qualité »**



REPUBLIQUE DE CÔTE D'IVOIRE
MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION
NATIONALE ET DE L'ALPHABÉTISATION



**BONNE RENTRÉE
À TOUS**



L'actu en bref



Revendications des syndicats du secteur public : « Le gouvernement a satisfait 90% des accords. » P.02 BLEDSON Mathieu

La grève fait partie des principaux droits de tous les travailleurs. Cependant, doit-on traîner dans la boue quelqu'un qui, sur 10 millions promis en 5 ans, décaisse 9 millions en seulement deux ans ? Question à poser au moment où des syndicats veulent perturber les secteurs de l'éducation et de la santé. Pourtant, faut-il le rappeler, les accords ont abouti à la dernière trêve sociale ainsi qu'aux acquis. Pourquoi cette grève ? Qu'est ce qui a motivé les différentes trêves sociales ? La première trêve avait été signée pour 5 ans : 2017-2022 et la deuxième le 8 août 2022, qui court jusqu'en 2027.

Méthode trop cavalière. P.03 BLEDSON Mathieu

Les syndicalistes, qui menacent d'entrer en grève, exigent maintenant et tout de suite l'extension des primes accordées aux fonctionnaires des régies, au personnel de la santé et de l'éducation nationale. La revendication est noble. Si noble qu'elle est inscrite au programme du comité consultatif dans lequel ils siègent. Y a-t-il eu blocage ? Opposition ? Non. Les syndicats en colère n'ont même pas donné une chance au comité de statuer sur la question. Ils ont une arme, la grève. Ils veulent la dégainer. Ont-ils eu besoin de mettre le couteau à la gorge du gouvernement pour avoir les innombrables acquis depuis 2011 ?

Communiqué du ministère de l'Éducation Nationale et de l'Alphabétisation. P.03 Pour Le Ministre P/O L'Inspecteur Général Coordonnateur Général

Dans un communiqué, datant du 14 octobre 2024, l'Inspecteur Général, Coordonnateur Général de l'Inspection Générale du Ministre de l'Éducation Nationale et de l'Alphabétisation (MENA), invite les fonctionnaires et agents de l'État en service au MENA à demeurer à leurs postes. Il a fait savoir que, depuis sa prise de fonction le 6 avril 2021, le Ministre de l'Éducation Nationale et de

l'Alphabétisation (MENA), le Professeur Mariatou Koné, fait de la concertation et du dialogue avec les partenaires de l'école, son crédo. Et dans le cadre de sa politique axée sur la responsabilité citoyenne visant à construire un environnement scolaire paisible et propice à l'enseignement-apprentissage, elle a abrogé l'arrêté N°041 du 12 mars 2019, portant interdiction aux directeurs d'écoles primaires d'assumer des responsabilités syndicales de premier plan. La MENA a, par ailleurs, dans le sens de l'amélioration des conditions de travail des enseignants, procédé à la suppression des cours du mercredi, à compter de l'année scolaire 2024-2025. Les heures perdues de ce jour ayant été réparties sur les quatre jours ouvrables, pour respecter le quantum horaire. Attentive aux préoccupations des personnels du secteur Éducation / Formation et soucieuse de leur bien-être, elle s'est ainsi toujours montrée disponible et ouverte à leurs sollicitations et revendications. Aussi, la Ministre au nom du Gouvernement ivoirien, tient-elle à informer l'ensemble des acteurs que l'école reste ouverte sur toute l'étendue du territoire, les 15, 16, et 17 octobre 2024.

Man : « Des leaders communautaires engagés pour l'éducation des filles. » P.16 SAINT-TRA BI

La ville de Man a accueilli, le 12 octobre 2024, une cérémonie marquant la campagne de sensibilisation communautaire "Stronger Together" du Projet d'autonomisation des femmes et du dividende démographique dans le Sahel (Swedd). L'événement, organisé sous le thème « Femmes modèles et ambassadeurs en action », a rassemblé des leaders communautaires et des jeunes engagés pour promouvoir l'éducation des filles, la lutte contre les mariages précoces et la promotion du leadership féminin. Le chef traditionnel, Yaké Raphaël, a salué cette initiative qui, selon lui, vient apporter des réponses concrètes au maintien des jeunes filles à l'école, à travers la lutte contre les grossesses en cours de scolarité et la promotion de l'autonomisation des femmes.

Adzopé / Action sociale : « Des vivres et non-vivres offerts aux EPP 1 et 2 de Bécédi-Brignan. » P.16 Fatou SYLLA

C'est un soulagement pour les parents d'élèves et les écoliers des écoles primaires publiques 1 et 2 de Bécédi-Brignan (Adzopé). À l'initiative de l'ONG Food for kids, ces deux écoles ont reçu des vivres et non-vivres. La cérémonie de remise a eu lieu, le 12 octobre 2024, dans ladite localité. Il est bon de noter que ce don est composé de sacs de riz, de cartons d'huile, de tomate et de pâtes alimentaires. L'ONG a également offert, 300 cartables aux élèves, 300 assiettes, 300 gobelets et 10 poubelles aux deux établissements. Selon la présidente de la structure donatrice, à travers ce geste, il est question de maintenir les apprenants à l'école en approvisionnant les cantines.

Yamoussoukro : « Kandia Camara encourage les filles à s'épanouir dans un environnement propice. » P.17 N'DRI Célestin

La Présidente du Sénat, Kandia Camara, était le lundi 14 octobre 2024, à la Fondation Félix Houphouët-Boigny de Yamoussoukro, à la faveur de la 2^e édition de la Journée internationale de la fille. Cette cérémonie a été organisée par l'Organisation Non Gouvernementale "Voix des filles" section Côte d'Ivoire, en collaboration avec le ministère de la Femme, de la Famille et de l'Enfant et de l'UNESCO. La rencontre, qui vise à proposer des solutions innovantes à l'effet d'accélérer le progrès et le mieux-être des filles, avait pour thème : « Vision des filles pour l'avenir ». Au cours de cette célébration, la Fondation Félix Houphouët-Boigny a organisé des séminaires de formation en direction des filles des lycées et collèges du District autonome de Yamoussoukro. Un aperçu de leurs productions a été livré aux participants sous forme de messages, de poèmes et de sketches, le tout couronné par un appel à travers lequel, elles ont décliné la vision de leur avenir.

Bouaké / Collège Saint Viateur : « La culture de la discipline et du respect conseillée aux élèves. » P.17 Charles KAZONY, Correspondant Régional

Le samedi 12 octobre 2024, l'Association des anciens élèves du collège Saint Viateur (Amavi) ont organisé une Journée carrière, sous le thème : « Attiser l'excellence et créer un lien générationnel viatorien ». Elle a été marquée par une conférence, l'animation de stands et de distinctions. Gervais Coulibaly, ancien élève du collège, a exhorté les apprenants à être à la fois disciplinés et respectueux s'ils veulent aller plus loin dans leur parcours scolaire.

Ouellé / Insécurité : « Le préfet appelle la population à collaborer avec les forces de l'ordre. » P.18 Edgar YÉBOUÉ

Le lundi 7 octobre 2024, le préfet du département de Ouellé Adrien Kouassi Tollah, a, au cours du salut aux couleurs, abordé les sujets de l'insécurité dans la ville et des résultats scolaires des élèves, jugés peu reluisants. Aussi, a-t-il invité les populations à collaborer avec la gendarmerie et les autres forces de l'ordre, afin de leur permettre de mieux exercer leur mission. Aux acteurs du système éducatif du département, les parents d'élèves, le personnel enseignant, d'encadrement et les élèves, il les a invités à jouer leur rôle en redoublant d'efforts.

Kotobi / Journée d'excellence : « 200 meilleurs élèves de 3 villages récompensés. » P.18 E. YÉBOUÉ

Les 200 meilleurs élèves de sept (7) écoles primaires et de deux (2) collèges d'Abongoua, dans la sous-préfecture de Kotobi, ont été récompensés le 12 octobre dernier. La cérémonie qui s'est tenue à l'école primaire catholique de la ville a été initiée par "l'Ahua initiative jeunes". Les 3 meilleurs de chaque promotion, du primaire ayant eu plus de 8 de moyenne et du secondaire qui ont obtenu plus de 14, ont reçu des kits scolaires. Ils sont composés de sacs, de cahiers, de livres et d'instruments géométriques. Cette fête avait pour objectif d'encourager les meilleurs élèves du primaire et du secondaire afin de susciter chez eux une saine émulation.



Man / Lutte contre la précarité menstruelle : « Les maires d'Anyama et de Man traduisent la vision de “Côte d'Ivoire solidaire” en faveur des jeunes filles scolarisées. » P.07 Junior OULAÏ (Correspondant)

« Les règles sont naturelles, mais l'absence de protection est inadmissible. » C'est sous ce slogan fort que s'est déroulée, le samedi 12 octobre 2024, à la place de la Paix à Man, la cérémonie de distribution de kits de serviettes hygiéniques à 1000 jeunes filles scolarisées. Une initiative menée par Aboubakar Fofana, maire de Man, dans le cadre de son engagement envers les couches les plus vulnérables de la société. Citant des chiffres de l'UNICEF, la Marraine de l'événement, Mme Fatim Bamba, la première magistrate d'Anyama, a révélé que 500 millions de filles et de femmes à travers le monde sont privées de moyens adéquats pour gérer cette période naturelle. En Afrique de l'Ouest, une fille sur dix manque l'école pendant ses menstruations, ce qui représente une perte de 20 %. En Côte d'Ivoire, en mai 2022, environ 20 % de jeunes filles ont dû s'absenter de l'école pour cette même raison.

TAABO : « Françoise Remarck et Thani Mohamed Soilihi présentent les bienfaits du CLAC. » P.07 Jean Antoine DOUDOU

C'est un autre bon point consécutif au 19^e Sommet des chefs d'Etat et de gouvernements de la Francophonie qui s'est tenu du 4 au 5 octobre dernier en France. En effet, le samedi 12 octobre 2024, le secrétaire d'Etat chargé de la Francophonie et des Partenariats internationaux, M. Thani Mohamed Soilihi, était en visite en Côte d'Ivoire, sa toute première, après sa nomination. En compagnie de la ministre de la Culture et de la Francophonie, Mme Françoise Remarck, il s'est rendu à Taabo, dans la région de l'Agnéby-Tiassa, où il a visité le Centre de Lecture et d'Animation Culturelle (CLAC). À Taabo, Françoise Remarck et son hôte de marque ont présenté et expliqué les bienfaits et l'impact de ces CLAC, qui donnent accès à la lecture dans les zones rurales les plus reculées. Ces centres, à la vérité, font cohabiter, dans un même espace, une bibliothèque publique de qualité et un lieu de convivialité et d'échanges. Le CLAC de Taabo fait partie du deuxième réseau de la Côte d'Ivoire. Depuis 1985, l'OIF a mis en place 320 CLAC, dans 22 pays membres de l'OIF, au bénéfice de plus de 3,6 millions de visiteurs par an. Un troisième réseau sera lancé avant la fin de l'année, surtout que ces CLAC ont un impact sur les résultats scolaires au niveau du BEPC et du Bac dans les localités dans lesquelles ils sont implantés.

20^{ème} édition du "Prix Charles Pémont" : « L'excellence célébrée à Attiégouakro ». P.08 Jean Antoine DOUDOU

Placée sous le signe de l'union des filles et des fils du département d'Attiégouakro pour l'excellence scolaire, la 20^e édition du "Prix Charles Pémont de l'excellence" s'est tenue le samedi 12 octobre dernier, dans la commune du district autonome de Yamoussoukro. Depuis une vingtaine d'années, l'écrivain et éditeur, Charles Pémont, par ailleurs président de l'Association des Editeurs de Côte d'Ivoire (ASSEDI), via ce prix, a récompensé les majors des classes primaires et secondaires de la commune d'Attiégouakro, les meilleurs enseignants et personnels d'encadrement ainsi que les plus méritants du corps social. Il faut noter que de 2005 à 2024, ce sont 3 965 lauréats qui ont bénéficié du Prix Charles Pémont de l'Excellence.

Dossier / Politique de l'Éducation : « Des taux de scolarisation et d'achèvement encore bas. » P.10 DAO Maïmouna

C'est le premier maillon faible du système éducatif ivoirien. La scolarisation des tout-petits au préscolaire tarde à se généraliser. Selon le rapport 2023 sur la situation de l'enfant en Côte d'Ivoire, durant l'année scolaire 2022-2023, seulement 263 451 enfants de 3 à 5 ans ont été préscolarisés. Cela, sur une population totale

de 2 354 353 enfants de cette tranche d'âge, soit un Taux Brut de Scolarisation (TBS) de 11,19%. La situation est pratiquement identique chez les enfants des deux sexes. Par ailleurs, le nombre d'élèves en milieu urbain est quasiment le triple de celui des apprenants du préscolaire, en milieu rural. De ce fait, l'ouverture des Centres d'Action Communautaire pour l'Enfance (CACE) dans tous les villages sur l'ensemble du territoire national est primordiale.

Gbêkê / Infrastructures scolaires : « 4 collèges de proximité ouvrent leurs portes pour la rentrée scolaire 2024-2025. » P.10 COULIBALY Souleymane, Correspondant

La ministre de l'Education Nationale et de l'Alphabétisation, professeur Mariatou Koné et l'ambassadeur des Etats-Unis d'Amérique en Côte d'Ivoire, Jessica Davis Ba, ont inauguré, le jeudi 10 octobre 2024, quatre collèges de proximité de base 2 et 4 dans les villages de Tiéplé, Mamini, Krofoinssou et Sinzekro. Ces établissements desserviront au total 24 villages de la région du Gbêkê. Ces réalisations s'inscrivent dans le cadre du projet des Compétences pour l'employabilité et la productivité, qui fait partie du programme Compact financé par les États-Unis, via le Millennium Challenge Corporation (MCC), et mis en œuvre par le Millennium Challenge Account (MCA) pour le gouvernement ivoirien.



Éducation, santé, protection sociale : Le gouvernement réagit à l'annonce d'une grève de 72 heures. » P.07 Mahi SANOGO

Le gouvernement ivoirien a réagi avec fermeté à l'annonce d'une grève prévue pour les 15, 16 et 17 octobre 2024. En effet, plusieurs organisations syndicales des secteurs de l'Education-Formation, de la Protection sociale et de la Santé projettent d'observer un arrêt de travail de 72 heures sur l'ensemble du territoire national. Dans un communiqué, la ministre d'Etat, ministre de la Fonction Publique et de la Modernisation de l'Administration, Anne Désirée Ouloto a indiqué que cette décision est en violation des dispositions de la loi N°92-571 du 11 septembre 1992. Loi qui régit les modalités de la grève dans les services publics. Malgré les efforts consentis par le gouvernement dans le cadre de la mise en œuvre du protocole d'accord portant sur la trêve sociale, conclu avec les centrales syndicales pour la période 2022-2027, et en dépit de l'existence de cadres de dialogue permanents, ces arrêts de travail risquent de mettre en péril la paix sociale. Le gouvernement, qui prône un nouveau paradigme de dialogue pour

résoudre les préoccupations des fonctionnaires et agents de l'Etat, dénonce ces préavis de grève et les condamne fermement.



Bouaké : « U-Report offre 200 kits scolaires aux écoliers de l'EPP Ballo N'Guessan. » P.08 NAMBACÉRE Joël

Le vendredi 11 octobre 2024, la communauté U-Report Bouaké a fait don de 200 kits scolaires aux élèves de l'École Primaire Publique Ballo N'Guessan, dans le but d'accompagner les élèves, en cette période de rentrée scolaire. Cette activité s'est déroulée dans le quartier N'Dakro de Bouaké, en présence de plusieurs autorités éducatives et de parents d'élèves. L'initiative, dénommée "U-kit scolaire 2024", vise non seulement à alléger les charges des parents, mais aussi à permettre aux enfants défavorisés de disposer de tout le nécessaire pour leur année scolaire.

Yamoussoukro : « La Fondation Houphouët-Boigny sensibilise des élèves sur les médias sociaux. » P.08 Harry DIALLO, Yamoussoukro

Dans le cadre de la deuxième édition de l'émission radiophonique "Les Cracks de la Paix", un concours de culture générale, de slam et de dessin, destiné aux élèves des établissements scolaires du département de Yamoussoukro a été organisé par la Fondation Félix Houphouët-Boigny pour la Recherche de la Paix. Pour renforcer leur capacité, une journée de formation inter-active a eu lieu à l'effet de leur apprendre l'usage responsable d'internet et des réseaux sociaux. Les établissements scolaires participants (4 élèves par établissement, 3 pour le concours de culture générale et 1 pour le slam) s'affronteront sur des questions de culture générale et des prestations de Slam. Les demi-finales et la grande finale se tiendront le 7 décembre 2024, une date hautement symbolique marquant l'anniversaire du décès du Président Félix Houphouët-Boigny.



Rentrée scolaire : « N'Cho Christophe offre une école primaire à Alepé-village. » P.06 Laurent AGUIÉ

La Fondation Pierre Fakhoury qui a pour secrétaire général Me N'Cho Christophe, par ailleurs député d'Alépé, vient d'offrir une école dont le nom est EPP Pierre Fakhoury, aux élèves du primaire publique. C'est un établissement de trois classes, équipé de toutes les commodités dignes d'une école moderne. Les clés de cet ouvrage ont été remises le week-end dernier. C'était en présence des autorités administratives, éducatives et coutumières. Avec la remise du bâtiment, ce sont plus de 100 enfants qui vont pouvoir s'instruire dans de meilleures conditions.

Man / Campagne Stronger Together : « Les leaders d'opinion s'approprient le projet SWEDD. » P.06 DAN DE SAN (Correspondant régional)

La campagne de sensibilisation communautaire "Stronger Together" du projet Swedd et du dividende démographique dans le sahel a connu une réussite avec les leaders religieux, communautaires et les femmes modèles le 12 octobre dernier dans l'enceinte de la préfecture de Man. Malibu Yéhiri, chef de mission AIMAS Swedd communication a indiqué que l'objectif dudit projet est l'autonomisation des femmes, la réduction des inégalités de genre et l'amélioration du niveau d'autonomisation des femmes et d'adolescents dans neuf pays dont la Côte d'Ivoire. Aussi a-t-il souligné qu'avec l'avènement de la Covid, la phase 1 du projet n'a pas connu de résultat escompté. Donc, le projet régional a décidé de créer la campagne "Stronger Together" pour sensibiliser les populations sur l'éducation et le maintien des jeunes filles à l'école, la lutte contre les mariages et les grossesses précoces, l'organisations des rencontres intergénérationnelles d'échanges entre les femmes modèles, les leaders d'opinion et des actions à mener pour améliorer l'éducation des filles et le leadership féminin.



Interview / Grève annoncée ce mardi 15 octobre 2024 / Bli Blé David (Porte-parole) reste ferme : « Nous avons respecté la procédure, donc notre grève est légale ». P.10 Réalisée par Dominique FADEGNON

« Près de 11 000 enseignants ont migré vers les autres emplois à primes »

La CEPENSCI de Bli Blé ; le CSE1DCI d'Akaffou Pierre ; la COSEFCI de Achi Edoukou ; l'ESEFCI d'Arnaud Kouadio Boka ; la FEFRCI de Zondé Zoko Stéphane ; la FESAPPCI de Kaba Sory ; la MESEF-SR d'Achi Béché Toussaint ; la PFEF de Kla Alain Charles ; et le SYNESCI d'Ekoun Kouassi sont, entre autres, des syndicats et Fédérations de syndicats qui ont affiché leur détermination à aller à la grève, du mardi 15 au jeudi 17 octobre 2024. Les autorités évoquent la question de l'illégalité du mouvement mais ils soutiennent le contraire, dans cette interview de David Bli Blé, le porte-parole de ces syndicats de l'Education-Formation, des Affaires sociales et de la Santé.

Adzopé / Bécédi-Brignan : « L'ONG "Food for kids" alimente les cantines de l'EPP 1 et 2. » P.11 Dominique FADEGNON

Le samedi 12 octobre dernier, les parents d'élèves et écoliers issus de l'Ecole primaire publique (EPP) 1 et 2 de Bécédi-Brignan, localité située dans le département d'Adzopé ont eu le sourire large. L'Organisation non gouvernementale (ONG) "Food for kids", dans le cadre de sa première activité de l'année, a offert des vivres et non-vivres aux cantines scolaires et aux écoliers des EPP 1 et 2 de Bécédi-Brignan. Le don était composé de 50 sacs riz de 50 kg, 40 cartons d'huile, 40 cartons de tomate et 100 sacs de pâtes alimentaires. Au plan des équipements scolaires et sanitaires, 300 cartables, 300 assiettes, 300 gobelets, 30 chaises, 20 seaux, 20 bassines, 10 poubelles, 10 arrosoirs et 4 brouettes ont été également offerts. La présidente de l'ONG, Caroll Yao, a rappelé que sa structure vise à maintenir les élèves à l'école, à travers la mise à disposition de vivres dans les cantines.

Promotion des droits de la jeune fille / Depuis Yamoussoukro : « Kandia Camara donne des assurances. » P.12 Camille SIABA (Correspondant régional)

La présidente du Sénat de Côte d'Ivoire, Kandia Kamissoko Camara, a parrainé, le lundi 14 octobre 2024, à Yamoussoukro, les festivités marquant la célébration officielle de la Journée internationale de la fille, initiées par la section ivoirienne de l'Organisation Non Gouvernementale (ONG) "Voix des filles". L'évènement a eu l'appui institutionnel de la Fondation Félix Houphouët-Boigny pour la recherche de la paix. Les politiques publiques de mises en œuvre et d'accompagnement de l'épanouissement de la jeune fille et de la femme, ont permis « un recul des discriminations et des inégalités auxquelles les jeunes filles font face au quotidien ». Pour sa part, le Sénat de la République de Côte d'Ivoire apportera toujours son soutien au gouvernement, aussi bien dans la mise en œuvre de sa mission de législation que dans celle du contrôle de l'action gouvernementale, pour plus de justice, d'égalité et d'équité afin de garantir à la jeune fille, son droit à l'éducation, à la protection et à la sauvegarde de son intégrité physique et morale .

Presse en ligne

SOCIÉTÉ / Aide aux cantines scolaires: L'ONG Food For Kids approvisionne l'EPP 1 et 2 de Bécédi-Brignan. Publié le lundi 14 octobre 2024 | Abidjan.net

SOCIÉTÉ / Côte d'Ivoire/ Action sociale : la fondation MCK offre plus de 1500 livres à 7 écoles de Grand-Bassam. Publié le samedi 12 octobre 2024 | Abidjan.net

SOCIÉTÉ / Lutte contre l'analphabétisme en Côte d'Ivoire: Cissé Cheick Sallah nommé ambassadeur. Publié le mardi 15 octobre 2024 | Fratmat.info

SOCIÉTÉ / Grève des enseignants, Le mot d'ordre observé dans plusieurs localités du pays. Publié le mardi 15 octobre 2024 | 7info.ci

Côte d'Ivoire / Grève des enseignants : « le mot d'ordre pas suivi dans plusieurs établissements » Publié le mardi 15 octobre 2024 | 7info.ci

Détente

Le temps ne t'appartient pas. P. 31 Désiré ATSAÏN
Caricature

SIREXE
SOLUTIONS INFORMATIQUES
ET SERVICES EN GESTION DES RESSOURCES HUMAINES

ENTREPRENEURS, VENEZ SAISIR LES OPPORTUNITES DANS LES MINES, LE PÉTROLE ET L'ÉNERGIE

PARLONS ESPAGNOL
DU 27 NOV. AU 02 DEC.
ZICA - ABIDJAN
INSTITUT NATIONAL DE LA LANGUE ESPAGNOLE

Fraternité Matin

Mardi 15 octobre 2024 / N° 17 946 www.frmatat.info

Prix: 100 Fcfa • Vente: 150 Fcfa • France: 1,70 €

PREMIER QUOTIDIEN IVOIRIEN D'INFORMATIONS GÉNÉRALES

Présidentielle 2025

Gilbert Kafana Koné met en garde contre les vendeurs d'illusions P. 4

Revendications des syndicats du secteur public

Le gouvernement a satisfait 90% des accords

P. 2-3



Vie d'entreprise

Serge Nouho en phase avec les employés de Fraternité Matin

P. 10

Éliminatoires Can 2025 / Sierra Leone-Côte d'Ivoire cet-après midi

Les Éléphants à 90 mn de la qualification

P. 19

Revendications des syndicats du secteur public

Le gouvernement a satisfait 90% des accords

Doit-on traîner dans la boue quelqu'un qui, sur 10 millions promis en 5 ans, décaisse 9 millions en seulement deux ans ? Question à poser au moment où des syndicats veulent perturber les secteurs de l'éducation et de la santé ?

Samedi dernier, l'annonce, via une conférence de presse d'une grève dans les secteurs de l'éducation nationale et de la santé a surpris. Non pas que ceux qui au quotidien se sacrifient pour notre santé et l'éducation de nos enfants n'ont pas droit à la grève.

La grève fait partie des principaux droits de tous les travailleurs. Il va de soi que personne ne saurait aller contre. Seulement celle que des syndicats veulent enclencher laisse ahuri. Pourtant, faut-il le rappeler, les accords ont abouti à la dernière trêve sociale ainsi que des acquis, mais surtout le contexte qui a prévalu à la naissance de cette trêve. C'est ce qui a motivé les trêves sociales ?

Nous étions en 2017. Le Président Ouattara convoque ses proches collaborateurs et leur demande d'entrer en discussion avec les syndicats, afin d'établir une liste de leurs revendications. L'idée du Chef de l'État est qu'en même temps que son gouvernement construit le pays, il faut prendre en compte les besoins des travailleurs. Et garantir ainsi un climat



Le 8 août 2022, les syndicats ont signé avec le gouvernement la seconde phase de la trêve sociale qui court jusqu'en 2027. (PHOTO D'ARCHIVES)

social toujours apaisé. Le lead de l'instruction est confié au Premier ministre, Amadou Gon Coulibaly.

Les syndicats sont alors conviés à la table de négociations. Satisfaction à 100 % des accords de la première trêve sociale.

La première trêve est alors signée pour 5 ans : 2017-2022.

Revendications des syndicats du secteur public

C'était la période des fameux stocks d'amières. Cela a saigné les caisses de l'État, mais le versement des importantes sommes ont soulagé

les fonctionnaires. Ils verront, avec d'autres points d'accord, leurs rémunérations atteindre des niveaux intéressants.

La deuxième trêve discutée avant la fin de la première

Avant que la première trêve ne prenne fin, le Chef de l'État a demandé au gouvernement de réunir les syndicats pour une nouvelle négociation. Objectif, s'assurer que tous les points évoqués dans le premier accord ont été pris en compte et assésor de nouvelles discussions pour le prochain quinquennat.

Cette fois, la tâche est revenue à Patrick Achi, alors Premier ministre. Il avait assisté Amadou Gon Coulibaly lors des discussions des premiers accords. Il connaît donc ce dossier. Dans la phase pratique, il bénéficiera du concours de tous les ministres avec des tâches particulières confiées à la ministre d'État Anne Désirée Ouoto. Qui veillera au bon déroulement des échanges avec les syndicats. Qui naturellement défendront crânement les travailleurs du public. Finalement un accord est trouvé. Montant de l'enveloppe globale, 2 200 milliards de F Cfa.

La prime Ato, le bonus inattendu

Lorsque le gouvernement trouve un accord avec les syndicats, il reste la validation du Président de la République. L'enveloppe à trouver pour couvrir les doléances des syndicats est énorme. Gouvernement et acteurs syndicaux étaient suspendus à la réaction du Président. Allait-il demander de revoir à la baisse le montant total ? Réponse d'Allassane Ouattara, tout est validé, intégralement. Mieux, il offre aux fonctionnaires chaque mois de janvier, un salaire spécial. Une sorte de 13e mois.

Les acquis de la deuxième trêve sociale

Le gouvernement a honoré ses engagements pris, lors de la signature de la trêve sociale, qui s'élevait à plus de 1 100 milliards de F Cfa sur la période 2022-2027. Et ce, à hauteur de 99 %. Dans les détails, il y a eu la promulgation de la loi portant Statut général de la Fonction publique. Ainsi que l'opérationnalisation du Comité consultatif de la Fonction publique. Acquis auxquels il faut ajouter la

finalisation et la mise en œuvre par le gouvernement de la réforme du système d'imposition des salaires consacrant la suppression de la contribution nationale. Comme impact immédiat sur les salaires, il faut aussi énumérer l'instauration d'une prime exceptionnelle au profit des fonctionnaires et agents de l'État en activité et à ceux ayant fait valoir leurs droits à la retraite.

Avec la revalorisation de l'indemnité de transport, celle des allocations familiales par enfant pour tous les fonctionnaires et agents de l'État. On note également l'extension du bénéfice de l'indemnité contributive au logement aux fonctionnaires et agents de l'État qui n'en bénéficiaient pas. La revalorisation de l'indemnité contributive au logement pour l'ensemble des fonctionnaires et agents de l'État a aussi été exécutée.

Au regard de toutes ces réalisations et des bonnes dispositions du gouvernement à traiter les revendications et doléances sectorielles des fonctionnaires et agents de l'État, l'on s'interroge légitimement sur les réelles motivations d'une grève dans un tel contexte.

BLEDSON MATHIEU



Aujourd'hui, les enseignants changent de catégorie et d'indice tous les deux ans, ce qui se traduit par une augmentation de salaire. Ce n'est pas un tel secteur qu'il faut à tout pris chercher à perturber. (PH. DR)

• Méthode trop cavalière

Les syndicalistes, qui menacent d'entrer en grève, exigent maintenant et tout de suite l'extension des primes accordées aux fonctionnaires des régions, au personnel de la santé et de l'éducation nationale. La revendication est noble. Si noble qu'elle est inscrite au programme du comité consultatif dans lequel ils siègent.

Y a-t-il eu blocage ? Opposition ? Non. Les syndicats en colère n'ont même pas donné une chance au comité de statuer sur la question.

Ils ont une arme, la grève. Ils veulent la dégainer. Ont-ils eu besoin de mettre le couteau à la gorge du gouvernement pour avoir les innombrables acquis depuis 2011 ?

On le sait, dès son accession à la magistrature suprême, le Président Alassane Ouattara s'est résolument engagé à donner une dignité aux fonctionnaires.

Les secteurs de la santé et de l'éducation nationale, visés par ces syndicats, ont fait l'objet d'attention particulière du Président de la République.

« L'école ivoirienne, autrefois minée par une somme de problèmes qui n'ont eu pour conséquence que



Anne Désirée Ouloto, ministre d'Etat, ministre de la Fonction publique et de la Modernisation de l'administration.

d'exacerber la fracture de l'environnement scolaire et d'impacter négativement la qualité de l'enseignement », disait hier un enseignant qui ne comprenait pas pourquoi on lui demande subitement d'abandonner ses élèves. Jamais il n'a connu une bonification de son salaire aussi importante que sous Ouattara.

Même réaction d'un médecin qui fait la garde ce soir au Chu de Cocody. « Une grève se prépare. On l'explique à ceux qui sont concernés et surtout on la

déclenche quand on a usé toutes les voies de négociations. Mais quelqu'un ne peut pas se lever un matin, parce qu'il est de mauvaise humeur, pour décréter la grève ».

Une grève sans suivi de la moindre procédure

Le droit de grève est encadré par la loi. Aux termes des dispositions des articles 2 et 3 de ladite loi, le déclenchement de la grève est obligatoirement précédé d'une procédure de



Marlatou Koné, ministre de l'Éducation nationale et de l'Alphabétisation. (PHOTOS DR)

conciliation comprenant les trois phases successives dont « la tentative de conciliation entre le service ou l'organisme employeur et les agents, en liaison avec les services compétents du ministère en charge de la Fonction publique ».

En cas d'échec de la conciliation, l'organisation syndicale concernée est tenue, si elle désire recourir à la grève, de déposer un préavis précisant les motifs, le

lieu, la date et l'heure du début de la grève, à la fois au ministère en charge de la Fonction publique et au ministère technique concerné.

L'école, l'autre bébé

Pour l'école, particulièrement visée par les syndicats qui se rebellent, que d'attention ! Déjà, avant les états généraux de l'éducation nationale

et de l'alphabétisation, la quasi-totalité des accords avec les syndicats ont été respectés par l'État en ce qui concerne le secteur éducation / formation.

« Pour mettre fin aux effectifs pléthoriques du fait du jumelage des classes et de l'insuffisance d'enseignants, l'État a mis en place le recrutement massif d'enseignants dont le sommet fut atteint en 2013 avec 10 300 enseignants (professeurs et instituteurs) recrutés et au moins 5 000 instituteurs par an depuis 2011 sans interruption », explique un fonctionnaire du ministère de l'Éducation nationale et de l'Alphabétisation. Avant d'ajouter que : « l'État a en outre octroyé une prime de logement à tous les enseignants de Côte d'Ivoire et débloqué les avancements gelés depuis 40 ans.

Aujourd'hui, c'est une réalité, tous les deux ans, les enseignants changent de catégorie et d'indice, ce qui se traduit par une augmentation de salaire ».

Ce n'est pas un tel secteur qu'il faut à tout prix chercher à perturber ■

BLEDSON MATHIEU



Communiqué du ministère de l'Éducation nationale et de l'Alphabétisation

Depuis sa prise de fonction le 6 avril 2021, Madame le Ministre de l'Éducation Nationale et de l'Alphabétisation, le Professeur Mariatou Koné, fait de la concertation et du dialogue avec les partenaires de l'école, son crédo.

Dans le cadre de sa politique axée sur la responsabilité citoyenne visant à construire un environnement scolaire paisible et propice à l'enseignement-apprentissage, elle a abrogé l'arrêté N°041 du 12 mars 2019 portant interdiction aux directeurs d'écoles primaires d'assumer des responsabilités syndicales de premier plan. Elle a, dans le sens de l'amélioration des conditions de travail des enseignants, procédé à la suppression des cours du mercredi, à compter de l'année scolaire 2024-2025, les heures perdues de ce jour ayant été réparties sur les quatre jours ouvrables, pour respecter le quantum horaire.

Attentive aux préoccupa-

tions des personnels du secteur Éducation/Formation et soucieuse de leur bien-être, elle s'est ainsi toujours montrée disponible et ouverte à leurs sollicitations et revendications.

Dans la procédure syndicale, un préavis de grève est un appel à la négociation. En la matière, les négociations ont été ouvertes à la fois au niveau des collaborateurs du Ministre qu'au niveau de Mme le Ministre elle-même qui a déjà reçu les syndicats par deux fois.

La toute dernière rencontre date du dimanche 13 octobre en présence des différentes associations de parents d'élèves. A cette occasion, l'intersyndicale n'a pas hélas répondu à l'invitation.

En dépit de tous ces efforts de conciliation et de concertation, des syndicalistes projettent d'entrer en grève les 15, 16 et 17 octobre 2024.

Madame le Ministre de l'Éducation Nationale et de

l'Alphabétisation, au nom du Gouvernement ivoirien, tient à informer l'ensemble des acteurs que l'école reste ouverte sur toute l'étendue du territoire, les 15, 16, et 17 octobre 2024. Invitant les fonctionnaires et agents de l'État en service au MENA à demeurer à leurs postes et à travailler, elle réitère sa volonté de dialoguer avec tous les partenaires sociaux, en vue de résoudre, dans la confiance, le respect, la solidarité et l'unité, tous les problèmes qui se posent à notre école.

En tout état de cause, Mme le Ministre hier comme aujourd'hui reste totalement ouverte à toute négociation en vue de préserver l'esprit de paix qui a caractérisé l'école depuis des années ■

*Fait à Abidjan,
le 14 octobre 2024*

**POUR LE MINISTRE
P/O L'INSPECTEUR GÉNÉRAL
COORDONNATEUR**

Man

Des leaders communautaires engagés pour l'éducation des filles

La ville de Man a accueilli, le 12 octobre 2024, une cérémonie marquant la campagne de sensibilisation communautaire "Stronger Together" du

Projet d'autonomisation des femmes et du dividende démographique dans le Sahel (Swedd).

L'événement, organisé sur le thème "Femmes modèles et

ambassadeurs en action", a rassemblé des leaders communautaires et des jeunes engagés pour promouvoir l'éducation des filles, la lutte contre les mariages pré-

coces et la promotion du leadership féminin.

Le chef traditionnel, Yaké Raphaël, a salué cette initiative qui, selon lui, vient apporter des réponses concrètes au maintien des jeunes filles à l'école, à travers la lutte contre les grossesses en cours de scolarité et la promotion de l'autonomisation des femmes.

Dans son discours, l'imam, Yassine Lucien Sédia, a insisté sur l'importance de l'éducation des filles. "Très souvent, on donne la jeune fille en mariage et on utilise

l'argent de la dot pour scolariser son frère", a-t-il déploré. Ruth Amandine Oro Tanon, ambassadrice du projet Stronger Together, a partagé son parcours. Orpheline dès son jeune âge, elle a dû se battre pour financer ses études en faisant du commerce dans les rues d'Abidjan. Le sous-préfet de Yapeu, Any Edy Désiré, a encouragé la poursuite de telles initiatives qui visent à renforcer les capacités des jeunes filles ■

SAINT-TRA BI



Une campagne de sensibilisation a été initiée pour la promotion du leadership féminin. (PHOTO DR)

Adzopé / Action sociale Des vivres et non-vivres offerts aux Epp 1 et 2 de Bécédi-Brignan



À travers ce don, la présidente de l'Ong, Caroll Yao, lutte contre l'échec scolaire.

C'est un soulagement pour les parents d'élèves et les écoliers des écoles primaires publiques 1 et 2 de Bécédi-Brignan (Adzopé). À l'initiative de l'Ong Food for kids, ces deux écoles primaires ont reçu des vivres et non-vivres. La cérémonie de remise de ce don a eu lieu, le 12 octobre, dans ladite localité. Il est composé de sacs de riz, de cartons d'huile, de tomate et de pâtes alimentaires. L'Ong a également offert, notamment 300 cartables, 300 assiettes, 300 gobelets, 10 poubelles toujours aux deux établissements.

Selon une note d'information, la présidente de la structure donatrice, Caroll Yao, a rappelé que, à travers ce geste, il est question de maintenir les élèves à l'école en approvisionnant les cantines en vivres. « Notre mission, c'est d'éloigner les enfants des travaux dangereux », a-t-elle précisé. C'est pourquoi, elle a exhorté les parents

d'élèves, notamment ceux qui sont producteurs de cultures vivrières, à s'organiser afin de pourvoir les cantines en vivres pour que leurs enfants ne manquent pas de repas à l'école. Se félicitant de cet acte social, le député de Bécédi-Brignan, Aké Germain, a traduit la gratitude des populations à la bienfaitrice ■

FATOU SYLLA

Yamoussoukro

Kandia Camara encourage les filles à s'épanouir dans un environnement propice

La présidente du Sénat a parrainé la 2^e édition de la Journée internationale de la fille.



La présidente du Sénat, Kandia Camara, en compagnie de la ministre Nassénéba Touré, a réhaussé de sa présence cette journée qui vise à proposer des solutions innovantes. (PHOTOS : DR)

Kandia Camara, présidente du Sénat, par ailleurs marraine de l'événement, était, le 14 octobre 2024, à la fondation Félix Houphouët-Boigny de Yamoussoukro, à la faveur de la 2^e édition de la Journée internationale de la fille. Cette cérémonie a été

organisée par la fondation, l'Ong «Voix des filles» section Côte d'Ivoire, en collaboration avec le ministère de la Femme, de la Famille et de l'Enfant, avec l'appui de l'Unesco. La rencontre, qui vise à proposer des solutions innovantes à l'effet d'accélérer

le progrès et le mieux-être des filles, avait pour thème : «Vision des filles pour l'avenir». « Cette Journée internationale de la fille est un moment important qui donne l'occasion de sensibiliser, de soutenir et d'encourager nos filles à réaliser leur plein potentiel et de s'épanouir dans

un environnement propice », a-t-elle souligné. Elle a mis cette tribune à profit pour saluer les efforts inlassables du Président de la République, Alassane Ouattara et de son épouse Dominique Ouattara, depuis 2011, en faveur du bien-être des filles, en termes de scolarisation, mais aussi d'autonomisation.

« Les filles sont une catégorie sensible de la population. Nous devons leur apporter une attention toute particulière », a-t-elle souligné avant de se féliciter du recul significatif des inégalités auxquelles les jeunes filles font face.

« Le Sénat de la République de Côte d'Ivoire apportera toujours son soutien au gouvernement aussi bien dans la mise en œuvre de sa mission de législation que dans celle de contrôle de l'action gouvernementale, pour plus de justice, d'égalité et d'équité », a-t-elle ajouté.

Au cours de cette célébration, la fondation Félix Houphouët-Boigny a organisé des séminaires de formation en direction des filles des lycées

et collèges du District autonome de Yamoussoukro. Un aperçu de leurs productions a été livré aux participants sous forme de messages, de poèmes et de sketches, le tout couronné par un appel à travers lequel elles ont décliné la vision de leur avenir. Il s'agit de la vision d'un monde où chaque fille peut réaliser son potentiel et où la paix règne et dans lequel l'éducation est un droit fondamental.

Pour sa part, la ministre de la Femme, de la Famille et de l'Enfant, Nassénéba Touré, qui représentait la Première dame, Dominique Ouattara, présidente de cette célébration, a souligné que cette journée doit être l'occasion pour tous de réaffirmer leur engagement pour l'avenir de la fille. « L'avenir de notre pays repose sur l'instruction de nos filles. C'est pour garantir cet héritage que le Président Alassane Ouattara a placé l'éducation au cœur de ses priorités depuis son accession à la magistrature suprême », a-t-elle relevé.

Après avoir dit sa gratitude au

Chef de l'État pour les travaux de réhabilitation complète de la fondation qui démarrent dans les prochains jours, le professeur Jean-Noël Loucou, secrétaire général de ladite institution, a rendu hommage à la présidente du Sénat, Kandia Camara. Et ce, pour sa désignation comme première présidente de l'Association des Sénats d'Afrique, le 11 octobre 2024, à l'occasion du colloque international sur les Sénats.

Pour lui, le thème de cette année « exprime à la fois la nécessité d'une action urgente et un espoir qui persiste, porté par le pouvoir de la voix des filles et leur vision de l'avenir ». Mieux, il rappelle, a-t-il poursuivi, « l'importance d'écouter les voix des filles, de soutenir leurs initiatives et de faire de leur vision une réalité ». Jean-Noël Loucou a lancé cet appel : « Écoutons ces voix des filles et donnons-leur les moyens de prendre leur destin en main pour un avenir meilleur ». ■

N'DRI CÉLESTIN

Bouaké / Collège Saint Viateur **La culture de la discipline et du respect conseillée aux élèves**



Les meilleurs élèves, dont certains ont été représentés par leurs parents, ont été récompensés.

Gbagbo, pour présider cette journée carrières s'explique par le fait qu'il a été parmi les rares élèves à être restés dans cet établissement du primaire au secondaire. ■

CHARLES KAZONY
CORRESPONDANT REGIONAL

Gervais Coulibaly, ancien du collège catholique Saint Viateur de Bouaké, a présidé, samedi 12 octobre 2024, dans ledit établissement, la Journée carrières 2024-2025 organisée par l'Association des anciens élèves de Saint Viateur (Amavi). Thème de cette journée : « Attiser l'excellence et créer un lien générationnel viatorien ». Une journée marquée par une conférence, une animation de stands, des distinctions et une cérémonie de jumelage. Gervais Coulibaly a exhorté les élèves à être à la fois disciplinés et respectueux s'ils veulent réussir leurs parcours scolaires. « Il est important

d'être discipliné et respectueux, si l'on veut réussir à l'école et dans la vie », a-t-il conseillé. Pour lui, lorsqu'on parle de discipline, les gens ne pensent seulement qu'au respect des règles de la société. « Or, on commence par se discipliner en respectant ses propres règles fixés », a-t-il fait savoir. Il a rappelé que dans ce collège catholique, le personnel d'encadrement leur a enseigné les valeurs de vie telles que l'honnêteté, le respect et l'amour du travail. Pour sa part, Luc Bahoulet, président de l'association, dira que le choix porté sur Gervais Coulibaly, l'ex-porte-parole de l'ancien Président de la République, Laurent

Ouellé / Insécurité

Le préfet appelle la population à collaborer avec les forces de l'ordre

Le préfet du département de Ouellé, Soro Sana, a, le 7 octobre, mis à profit le traditionnel salut aux couleurs nationales mensuel, délocalisé au lycée moderne Adrien Kouassi Tolah, pour aborder les sujets de l'insécurité dans la ville et les

résultats scolaires non reluisants. En ce qui concerne l'insécurité, il a exhorté les populations à collaborer avec la gendarmerie et les autres forces de défense et de sécurité, afin de leur permettre de mieux exercer leur mission. « Depuis un certain temps,

nous avons enregistré des cas de vol par effraction, des vols de motos et autres. Il y a déjà des résultats avec des personnes interpellées, qui ont reconnu leurs forfaits, mais il nous faut aller au-delà, pour atteindre le cerveau de la bande », a-t-il souhaité.

Tout en recommandant une franche collaboration des populations avec les forces de l'ordre, par des renseignements et autres informations qui renforceront leurs interventions. Il a également demandé que les uns et les autres continuent de faire



Les élèves ont été invités à se détourner de la drogue et de l'alcool.

Fraternité Matin

confiance à leurs autorités sécuritaires. En outre, le préfet Soro Sana s'est appesanti sur les résultats scolaires décevants de l'année dernière. Face à cela, il a invité les acteurs du système éducatif du département, à savoir les parents d'élèves, le personnel enseignant, d'encadrement et les élèves, à jouer leur rôle en redoublant d'efforts. « L'année dernière, nos résultats scolaires au niveau local n'étaient fameux et même en deçà du taux national. Si le gouvernement crée les conditions, adopte des réformes pour que l'école fonctionne en mettant l'éducation et la formation au-devant de tout, chacun des acteurs locaux doit jouer sa partition », a-t-il signifié. Le préfet a exigé que les parents d'élèves prennent

leur responsabilité en créant les conditions minimales, afin que l'enfant, une fois à l'école, soit dégagé de tout souci, pour se consacrer à sa formation.

Aussi, au personnel enseignant et d'encadrement, Soro Sana a émis le vœu qu'ils mettent l'accent sur la conscience professionnelle dans le respect de la déontologie de la Fonction publique, qui stipule qu'il faut servir la nation dans la quête de l'intérêt général. L'autorité préfectorale a conseillé aux élèves de se concentrer sur les études en tournant le dos au phénomène des réseaux sociaux, des grossesses en cours de scolarité, de l'alcool et de la drogue. ■

EDGAR YÉBOUÉ



Kotobi / Journée d'excellence **200 meilleurs élèves de 3 villages récompensés**

Les 200 meilleurs élèves de 7 écoles primaires d'Abongoua, Agbo. Yaffo et 2 collèges d'Abongoua, dans la sous-préfecture de Kotobi (département d'Arrah), ont été récompensés, le 12 octobre, à l'école primaire catholique d'Abongoua. Ce, à travers une journée d'excellence initiée par l'Ahua initiative jeunes, organisation promotrice d'Ahua festival d'Abongoua. Les 3 meilleurs de chaque promotion, du primaire ayant eu plus de 8 de moyenne et du secondaire qui ont obtenu plus de 14 de moyenne, ont reçu des kits scolaires composés de sacs, de cahiers, de livres et d'instruments géométriques. « Cette journée avait pour objectif d'encourager les meilleurs élèves du primaire et du secondaire et de susciter chez eux, l'émulation, afin de faire émerger à long terme dans le Moronou, des cadres brillants et compétents dans tous les domaines. Je suis heureux de la ferveur autour de cet événement et au nom de toute l'équipe d'Ahua festival, je traduis toute ma gratitude à ces illustres person-

nalités qui ont soutenu cette initiative », a déclaré Julien Koua Bosson, commissaire général de l'Ahua festival. Kwabenan Stéphane, 2e vice-président du conseil régional du Moronou, a salué cette action qui permettra aux élèves de poursuivre, dans la sérénité, la rentrée scolaire. Il les a invités à cultiver le civisme, la discipline et le travail. Quant à Ollo Léonce, sous-préfet de Kotobi, elle dira que cette initiative permet de les inciter à la culture et à l'amour du travail. « Avoir une jeunesse bien formée, prête à relever les défis d'aujourd'hui et de demain, est un atout majeur pour inscrire nos succès dans le temps. Ce sera la clé indispensable pour ouvrir la porte de l'émergence chère au Président Ouattara. C'est par notre travail que nous produirons les richesses qui détermineront notre bien-être », a-t-elle fait savoir. L'autorité sous-préfecturale a saisi cette tribune pour inviter les parents à mettre leurs filles à l'école et surtout à déclarer les naissances à l'état civil. ■

E. YÉBOUÉ

MAN / LUTTE CONTRE LA PRÉCARITÉ MENSTRUELLE

Les maires d'Anyama et de Man traduisent la vision de Côte d'Ivoire solidaire en faveur des jeunes filles scolarisées

**JUNIOR OULAI
(CORRESPONDANT)**

“Les règles sont naturelles, mais l'absence de protection est inadmissible.” C'est sous ce slogan fort que s'est déroulée, le samedi 12 octobre 2024, à la place de la Paix à Man, la cérémonie de distribution de serviettes hygiéniques

aux jeunes filles scolarisées. Une initiative menée par Aboubakar Fofana, maire de Man, dans le cadre de son engagement envers les couches les plus vulnérables de la société. À cette occasion, 1 000 kits de serviettes hygiéniques ont été remis aux jeunes filles défavorisées issues des différents quartiers de Man afin d'améliorer leurs conditions d'apprentissage. Marraine de l'événement, Mme Fatim

Bamba, maire d'Anyama, a rappelé l'importance de la lutte contre la précarité menstruelle. « Chaque année, des millions de jeunes filles sont confrontées à des défis liés à leurs menstruations, et ici, à Man, nous voulons apporter une solution concrète », a-t-elle déclaré. Citant des chiffres de l'Unicef, Mme Fatim Bamba a révélé que 500 millions de filles et de femmes à travers le



Les maires de Man et d'Anyama traduisent la vision de la Côte d'Ivoire Solidaire à travers la distribution de serviettes hygiéniques aux jeunes filles scolarisées défavorisées (Photo Dr)





monde sont privées des moyens adéquats pour gérer cette période naturelle. « En Afrique de l'Ouest, une fille sur dix manque l'école pendant ses menstruations, ce qui représente une perte de 20 % du temps scolaire annuel. En Côte d'Ivoire, en mai 2022, environ 20 % de nos jeunes filles ont dû s'absenter de l'école pour cette raison » a-t-elle souligné. C'est pourquoi, à l'en croire, le président de la République a fait de l'éducation et de l'émancipation de la femme une priorité de son action. « Nous devons ensemble, et avec détermination, relever ce défi » a ajouté la maire d'Anyama, non saluer « le geste de solidarité et de dignité » de son hôte, Aboubakar Fofana, ainsi que son engagement, avec son conseil municipal, à offrir à chaque fille de cette région les moyens de réussir, sans obstacle ni honte. Aux récipiendaires,

Fatim Bamba a dit attendre d'elles, des résultats scolaires exemplaires. Pour le maire de Man, Aboubakar Fofana, cette initiative s'inscrit dans le cadre du programme social de la commune et incarne la vision d'une "Côte d'Ivoire solidaire" prônée par le Président Alassane Ouattara. Avec pour objectif de s'assurer que les jeunes filles puissent poursuivre leur scolarité sans que leurs menstruations ne deviennent un obstacle à leur réussite. « Cette première action ne sera pas la dernière. Nous devons nous assurer que la biologie des jeunes filles ne soit jamais un frein à leur épanouissement académique. D'autres établissements scolaires de la région seront inclus dans les prochaines distributions, pour étendre cette initiative à plus grande échelle », a-t-il promis. Poursuivant, Aboubakar Fofana a réitéré son engagement à offrir des conditions propices à l'éducation des jeunes filles, afin de réduire les inégalités sociales et de promouvoir l'accès à l'éducation pour tous, tout en s'inscrivant dans une dynamique nationale de solidarité et de développement équitable. Tour à tour, le préfet de région, préfet du département de Man et le nouveau Dena de Man ont tous salué cette action de la mairie à l'attention des jeunes filles élèves. Porte-parole des bénéficiaires, Bakayoko Fatimal Zahara, a confié que ce don changera leur quotidien. Car, a-t-elle dit, « nous pourrons désormais aller à l'école sans crainte. Cela nous permettra de nous concentrer davantage sur nos études ».

JO

TAABO

Françoise Remarck et Thani Mohamed Soilihi présentent les bienfaits du Clac

JEAN ANTOINE DOUDOU

C'est un autre bon point consécutif au 19^e Sommet des chefs d'Etat et de gouvernements de la Francophonie qui s'est tenu du 4 au 5 octobre dernier en France. En effet, le samedi 12 octobre 2024, le secrétaire d'Etat chargé de la Francophonie et des Partenariats internationaux, M. Thani Mohamed Soilihi, était en visite en Côte d'Ivoire, sa toute première, après sa nomination. En compagnie de la ministre de la Culture et de la Francophonie, Mme Françoise Remarck, il s'est rendu à Taabo, dans la région de l'Agnéby-Tiassa, où il a visité le Centre de lecture et d'animation culturelle (Clac). A Taabo, Françoise Remarck et son hôte de marque ont présenté et expliqué les bienfaits et l'impact de ces Clac, qui donnent accès à la lecture dans les zones rurales les plus reculées. Ces centres, à la vérité, font cohabiter, dans un même espace, une bibliothèque publique de qualité et un lieu de convivialité et d'échanges. Le Clac de Taabo fait partie du deuxième réseau de la Côte d'Ivoire. Depuis 1985, l'OIF a mis en place 320 Clac, dans 22 pays membres de l'OIF, au bénéfice de plus de 3,6 millions de visiteurs par an. Un troisième réseau sera lancé avant la fin de l'année, surtout que ces Clac ont un impact sur les résultats scolaires au niveau du Bepc et du Bac dans les localités dans lesquelles ils sont implantés. Ils sont de 30 points au-dessus de la moyenne nationale. La ministre de la Culture et de la Francophonie conduisait, au cours de cette visite, une forte délégation de son



La ministre Françoise Remarck (à l'extrême droite) et son illustre hôte (à sa droite) ont visité la salle de lecture du Clac

département ministériel. L'ambassadeur de France en Côte d'Ivoire SEM Jean Christophe Belliard était également de la partie. Pour l'occasion, M. Thani Mohamed Soilihi a été fait chef et a reçu les applaudissements dus à son rang, avec pour nom de règne, « Nanan Kouassi Kotoko ». La signature d'une convention entre le ministère de la Culture et de la Francophonie et la mairie de Taabo, portant sur la gestion du Clac de la ville a constitué la dernière étape de cette visite. Les Centres de lecture et de l'animation culturelle ont été implantés en Côte d'Ivoire, pour la première fois, en mars 1990 à la suite d'une convention de partenariat entre le ministère en charge de la Culture et l'Oif (ex-Acct). Le premier réseau de dix (10) Clac est

implanté, dans le nord du pays, dans les communes de Niakara, Tafiré, Ouangolo, Diawala, Niellé, Mbengué, Sirasso, Napié, Sinématiali et Dikodougou. Ce réseau constituait la phase pilote et a fonctionné jusqu'en septembre 2002, date à laquelle son fonctionnement a été interrompu lors de la crise militaire. En 2014, le programme a été repris et fonctionne jusqu'aujourd'hui. Le succès de ce réseau a permis à la Côte d'Ivoire de bénéficier d'un 2^e réseau ouvert dans les communes de Tiassalé, Taabo, Toumodi, Oumé, Zuénoula, Béoumi, Bocanda, Arrah et Tanda. Les Clac sont coordonnés, au plan national, par le Centre national technique de lecture publique et de l'animation culturelle (Cenatelpac). JAD

20ÈME ÉDITION DU "PRIX CHARLES PÉMONT" L'excellence célébrée à Attiégouakro



Les officiels, à l'issue de cette cérémonie devenue une tradition. (Ph. DR)

Placée sous le signe de l'union des filles et des fils du département d'Attiégouakro pour l'excellence scolaire, la 20^e édition du "Prix Charles Pemont de l'excellence" s'est tenue le samedi 12 octobre dernier, à Attiégouakro, commune du district autonome de Yamoussoukro. Cette cérémonie solennelle a tenu toutes ses promesses. C'était en présence des autorités administratives, politiques et traditionnelles de la localité. Comme à l'accoutumée, depuis une vingtaine d'années, l'écrivain et éditeur, Charles Pemont, par ailleurs président de l'Association des

éditeurs de Côte d'Ivoire (Assedi), via ce prix, a récompensé les majors des classes primaires et secondaires de la commune d'Attiégouakro ; les meilleurs enseignants et personnels d'encadrement ainsi que les plus méritants du corps social, dans le cadre de la célébration du mérite et de l'excellence. La séance de distribution des kits a permis de récompenser 150 personnes œuvrant au développement local, du système éducatif et à la cohésion sociale. Les intervenants ont salué la constance et le sérieux de ce prix qui est un appel permanent à l'effort et au

travail bien fait. Selon Charles Pemont, initiateur de prix, très sélectif, « il faut bien que les plus méritants continuent d'être récompensés et encouragés. Le but est de faire de la motivation pour que l'excellence, le mérite et le progrès soient toujours et davantage au rendez-vous dans cette zone qui nous est si chère ». Quant à M. Jérôme Kouamé, maire d'Attiégouakro et haut patron de la 20^e édition, il a appelé l'ensemble du corps social à persévérer dans l'effort, « afin de se démarquer par le mérite personnel et professionnel comme les lauréats du jour, car la récompense est toujours au bout de l'effort ». Il a saisi l'occasion pour féliciter Charles Pemont pour son engagement « à faire de la culture de l'excellence, une vertu cardinale de notre société dans un monde agité et en perte de repères ».

Mme Salimatou Diarra épouse Néné, secrétaire générale et préfet par intérim du département d'Attiégouakro, a salué l'engagement de Charles Pemont et son équipe. Elle en a profité pour promouvoir les bénéfices de l'éducation, de l'alphabétisation et présenté les avantages de la Cmu (Couverture maladie universelle) car « la santé et l'éducation vont de pair », a-t-elle rapporté.

De 2005 à 2024, ce sont 3.965 lauréats qui ont bénéficié du Prix Charles Pemont de l'Excellence.

JAD

DOSSIER/POLITIQUE DE L'ÉDUCATION

Des taux de scolarisation et d'achèvement encore bas

La politique de scolarisation des enfants en Côte d'Ivoire peine à donner les résultats escomptés. Le rapport 2023 sur la situation de l'enfant indique clairement qu'il y a encore de gros efforts à faire dans ce domaine. Le préscolaire reste le talon d'Achille quand le primaire et le scolaire continuent d'être à la traîne.

C'est le premier maillon faible du système éducatif ivoirien. La scolarisation des tout-petits, au préscolaire tarde à se généraliser. Selon le rapport 2023 sur la situation de l'enfant en Côte d'Ivoire, durant l'année scolaire 2022-2023 seulement 263 451 enfants de 3 à 5 ans ont été préscolarisés. Cela, sur une population totale de 2 354 353 enfants de cette tranche d'âge. Soit donc un taux brut de scolarisation (TBS) très faible de 11,19%, soit 86,81% d'enfants non-inscrits. La situation est pratiquement identique chez les enfants des deux sexes. En effet, parmi ces 263 451 élèves mis à la maternelle, 133 170 sont des filles, soit 50,55%, contre 130 281 garçons, soit 49,45%.



La politique de scolarisation des enfants ne donne encore les résultats qu'il faut. Photo DR

De 168 147 enfants inscrits pour l'année scolaire 2018-2019, nous sommes passés à 263 451 pour l'année scolaire 2022-2023. En 2021-2022, ce chiffre était de 257 633 et de 245 233 pour l'année 2020-2021.

Au primaire, les statistiques sont nettement satisfaisantes comparées au préscolaire. Pour une population de 763 068 enfants en âge de leur première inscription au CP1 (6 ans), le nombre d'inscrits au titre de l'année scolaire 2022-2023 était de 764 426. Ce qui donne un taux brut d'admission (TBA) de 100,18%. Ce taux surplombé de 100%, note le rapport, s'explique par l'inscription précoce de certains enfants de 4 à 5 ans au CP1. Aussi, pour une population de 4 422 184 enfants de 6-11 ans, l'effectif des enfants scolarisés de cette tranche d'âge au primaire pour l'année s'élevait à 4 273 069, soit un TBS de 96,67%. Et la plupart de ces enfants achevèrent leur cycle primaire. En effet, sur une population totale de 711 477 enfants de 11 ans, 559 323 enfants ont achevé effectivement le cycle primaire au CM2. Ce qui donne un taux d'achèvement au primaire (TAP) de 78,61%. Dans l'ensemble, la situation des enfants au niveau primaire durant l'année 2022-2023 est satisfaisante avec des taux encourageants, assure le rapport. En observant les répartitions par sexe, les indicateurs sont plus satisfaisants chez les filles (80,77%) que chez les garçons (76,99%). Globalement, les effectifs dans le primaire sont en constante croissance

depuis l'année scolaire 2018-2019 (4 003 664 élèves) jusqu'à l'année scolaire 2022-2023 (4 273 069). Les données recueillies, confirme le rapport, indiquent dans l'ensemble que les élèves du primaire sont plus nombreux en milieu rural qu'en milieu urbain contrairement aux effectifs des élèves du préscolaire. Durant l'année scolaire 2022-2023 par exemple, l'on a dénombré 2 155 412 élèves en milieu rural, soit 50,44% contre 2 117 657 élèves en milieu urbain, soit 49,56%. Ces statistiques montrent clairement les efforts du gouvernement relatifs à la

système scolaire jusqu'à l'achèvement de leur scolarité - analyse le rapport.

Des taux faibles d'admission, de scolarisation et d'achèvement au second cycle

Au secondaire, pour la classe de 6ème, l'on dénombreait pour l'année scolaire 2022-2023, un effectif de 457 854 enfants sur une population de 701 586 enfants de 12 ans, soit un TBA en école de 65,26%. Dans l'ensemble, l'effectif des élèves du 1er cycle des enfants âgés de 12 à 15 ans, était estimé à 1 827 475 sur une population de 2 748 363 de cette tranche d'âge, soit un taux brut de scolarisation (TBS) de 66,49%. Et, sur une population totale de 672 730 enfants de 15 ans, 477 121 ont achevé effectivement le 1er cycle du secondaire. Ce qui donne avec un taux d'achèvement au secondaire taux d'achèvement au secondaire (TAS) de 70,92%. Les répartitions par sexe du TBA donnent 66,09% pour les filles, supérieur à celui les garçons (64,48%). Ce qui est contraire au niveau du TAS où celui des garçons 71,16% est supérieur à celui des filles 70,67%. Quant au TBS, l'on observe une quasi-parité chez les filles 66,86 et chez les garçons 66,15%. Pour le second cycle, durant l'année

construction de plus en plus d'établissements primaires, notamment en milieu rural qui regorge aussi de nombreux enfants - indique le rapport. Qui toutefois recommande la construction de nombreuses classes afin de créer non seulement de meilleures conditions d'apprentissage en faveur des élèves mais aussi de respecter les ratios et standards internationaux en la matière. Car lorsque comparés les indicateurs au primaire sur trois à cinq ans en arrière, le constat au niveau des trois indicateurs (TBA, TBS et TAP) est



La situation des enfants scolarisés au 2nd cycle du secondaire, en condu le rapport, est assez alarmante pour l'année scolaire 2022-2023. (Ph. DR)

qu'ils ont tous connu. Une régression. Ce malgré les efforts du gouvernement à offrir aux élèves de meilleures conditions d'apprentissage à travers la construction des écoles de proximité. Par exemple, en 2021-2019, le TBA était de 101,13% contre 100,18 en 2022-2023. En 2019-2020, le TBS était de 100,30% contre 96,63% pour l'année scolaire 2022-2023. Et le TAP était de 83,71% contre 78,61% pour 2022-2023. Ce constat peut s'expliquer par les difficultés des ménages non seulement à inscrire les enfants à l'école mais à les maintenir dans le

scolaire 2022-2023, le nombre des nouveaux élèves pour la classe de 2nde était estimé à 140 765 sur une population de 683 377 enfants de 16 ans, soit un Taux Brut d'Admission (TBA) en école de 21,22%. L'effectif global des élèves du second cycle (2nd-Tia) était estimé à 802 705 sur une population de 1 962 582 de cette tranche d'âge, soit un taux Brut de Scolarisation (TBS) de 30,71%. Enfin, sur une population totale de 645 160 enfants de 18 ans, on a enregistré 245 775 élèves du second cycle qui ont effectivement achevé le

2nd cycle, soit un taux d'achèvement au secondaire (TAS) de 38,10%. La situation des enfants scolarisés au 2nd cycle du secondaire, en conclut le rapport, est assez alarmante pour l'année scolaire 2022-2023. L'on enregistre des taux faibles d'admission, de scolarisation et d'achèvement. Par conséquent de gros efforts, recommandant les rapporteurs, doivent être faits par le système scolaire, afin d'améliorer ces taux qui sont révélateurs des proportions d'échecs et d'abandons scolaires au second cycle. Aussi, la construction de nombreux établissements secondaires en général et particulièrement des établissements de proximité en zones rurales ou périurbaines est nécessaire, afin de faciliter la scolarisation et le maintien de nombreux enfants de cette tranche d'âge dans le cursus scolaire, et surtout d'améliorer considérablement le taux d'achèvement au 2nd cycle du secondaire. Car, note le rapport, l'admission en seconde n'a cessé de baisser depuis 2021 pour se situer à 21,20% en 2023. La scolarisation qui est assimilée au maintien a chuté de 2022 à 2023. Ces différentes fluctuations, selon le rapport, peuvent s'expliquer par le décrochage et l'abandon qui sont accentués au secondaire (2nd cycle). Seule satisfaction dans cette grille, contrairement aux TBA et TBS, le TAS au secondaire 2nd cycle a connu une croissance régulière de 2018 à 2023. La constante amélioration de l'achèvement s'explique par les facteurs favorables bien que le taux soit plus ou moins faible (38,10% en 2023) contre 28,48% en 2018-2019.

DM

Une évolution en dents de scie au primaire et au secondaire

Mais, il est bon de souligner que même si les chiffres ont connu une évolution au cours des cinq dernières années,

GBÊKÊ/ INFRASTRUCTURES SCOLAIRES

4 collèges de proximité ouvrent leurs portes pour la rentrée scolaire 2024-2025

**COULIBALY SOULEYMANE,
CORRESPONDANT**

La ministre de l'Éducation nationale et de l'Alphabétisation, Mariatou Koné, et l'ambassadeur des États-Unis d'Amérique en Côte d'Ivoire, Mme Jessica Davis Ba, ont inauguré, le jeudi 10 octobre 2024, quatre collèges de proximité de base 2 et 4 dans les villages de Tiéplé, Mamini, Krofouinssou et Sinzékro, desservant au total 24 villages de la région de Gbêké. Le village de Tiéplé, dans la commune de Bouaké, a servi de cadre pour la cérémonie officielle, en présence du président du conseil régional de Gbêké, Jacques Assahoré Konan, du ministre-gouverneur Jean-Claude Kouassi et de plusieurs autres autorités.

Ces réalisations s'inscrivent dans le cadre du projet Compétences pour l'employabilité et la productivité, qui fait partie du programme Compact financé par les États-Unis, via le Millennium Challenge Corporation (MCC), et mis en œuvre par le Millennium Challenge Account (MCA) pour le gouvernement



L'ouverture de ces établissements a été saluée par les officiels présents.

ivoirien. Selon la directrice générale du MCA, Marie-Viviane Coulibaly, les collèges de Tiéplé et Sinzékro sont des établissements de base 4, entièrement équipés, avec 16 salles de classe et une capacité d'accueil de 640 élèves chacun. À Mamini et Krofouinssou, ce sont des collèges de base 2, comprenant 8 salles de classe et une capacité d'accueil de 320 élèves. Évalué à 113

milliards de FCFA, ce projet prévoit la construction de 40 collèges, dont 12 dans la région de San Pedro, équivalent à 160 salles de classe pour environ 6 400 élèves, et 28 dans le Gbêké, soit 344 salles de classe pour environ 13 760 élèves d'ici 2025.

L'ambassadrice des États-Unis en Côte d'Ivoire, Jessica Davis Ba, a indiqué que ce projet dénote de la bonne

collaboration bilatérale entre la Côte d'Ivoire et son pays. Elle a exprimé sa satisfaction face à ces réalisations qui témoignent de la générosité du peuple américain envers la Côte d'Ivoire. " Les écoles que nous livrons aujourd'hui sont le fruit du solide partenariat entre les États-Unis et la Côte d'Ivoire, avec un don de plus de 113 milliards de francs CFA pour renforcer le système éducatif ivoirien. Ces édifices visent à bâtir des ressources humaines de qualité, car il ne s'agit pas seulement de construire des bâtiments, mais ces investissements symbolisent notre espoir pour la jeunesse ivoirienne", a-t-elle déclaré.

Pour sa part, la ministre Mariatou Koné a souligné que ces collèges illustrent la volonté du gouvernement ivoirien de rapprocher l'école des familles, facilitant ainsi l'encadrement et le maintien des élèves dans le système scolaire et surtout de la jeune fille. " Ces écoles possèdent des innovations particulières pour maintenir les jeunes filles à l'école, notamment avec l'espace "filles" ou "girls room". Cet espace a pour but d'assurer que le fait d'être une

filles ne soit pas un frein à l'éducation parce que certaines filles, lorsqu'elles ont leurs menstruations, ne viennent pas à l'école pour éviter d'être moquées par leurs camarades. Elles préfèrent rester à la maison. Pour certaines, c'est un moment de décrochage scolaire. Avec l'espace "filles", elles sont entourées et protégées. Ces espaces sont équipés de kits d'hygiène pour aider les filles à gérer leurs cycles menstruels. Cet espace contribue également à améliorer le taux de réussite des filles à l'école et à lutter contre les grossesses précoces en milieu scolaire", a dit la ministre Mariatou Koné qui s'est réjouie du nombre croissant d'établissements secondaires en Côte d'Ivoire, grâce au Président Alassane Ouattara. " Sur l'ensemble du territoire ivoirien, nous sommes à 992 collèges de proximité et lycées dont 608 depuis 2011, avec l'avènement du président Alassane Ouattara. Pour la seule année 2024, nous avons inauguré 85 collèges de proximité", a-t-elle ajouté. Rappelons que ce projet a été lancé dans le Gbêké le 10 mars 2023. **LCS**



Le Rassemblement Education, santé, protection sociale **NATION**

Le gouvernement réagit à l'annonce d'une grève de 72 heures

Le gouvernement ivoirien a réagi avec fermeté à l'annonce d'une grève prévue pour les 15, 16 et 17 octobre 2024. En effet, plusieurs organisations syndicales des secteurs de l'Éducation-Formation, de la Protection sociale et de la Santé projettent d'observer un arrêt de travail de 72 heures sur l'ensemble du territoire national. Dans un communiqué, la ministre d'État, ministre de la Fonction publique et de la Modernisation de l'administration, Anne Désirée Ouloto, indique que cette décision est en violation des dispositions de la loi N°92-571 du 11 septembre 1992. Loi qui régit les modalités de la grève dans les services publics. Malgré les efforts



consentis par le gouvernement dans le cadre de la mise en œuvre du protocole d'accord portant sur la trêve sociale, conclu avec les centrales syndicales pour la période 2022-2027, et en dépit de l'existence de cadres de dialogue permanents, ces arrêts de travail risquent de mettre en péril la paix sociale. Le gouvernement, qui prône un nouveau paradigme de dialogue social pour résoudre les préoccupations des fonctionnaires et agents de l'État, dénonce ces préavis de grève et les condamne fermement. "Au moment où tous les organes de dialogue social, mis en place, retrouvent la plénitude de leur opérationnalisation, le ministère

d'État, ministère de la Fonction publique et de la Modernisation de l'administration invite l'ensemble des fonctionnaires de ces secteurs à se désolidariser de ces projets d'arrêt de travail et à assurer la continuité du service public, au cours de cette période, conformément à leurs obligations statutaires. Le ministre chargé de la Fonction publique rappelle à l'ensemble des

fonctionnaires que le recours à la grève obéit à une procédure légale dont le non-respect expose les contrevenants à des mesures pécuniaires et disciplinaires, sans préjudice des poursuites pénales susceptibles d'être engagées contre eux en cas de violence ou de voies de fait", indique la note.

MAHI SANOGO

Bouaké

U-Report offre 200 kits scolaires aux écoliers de l'EPP Ballo N'guessan

Le vendredi 11 octobre 2024, la communauté U-Report Bouaké a fait don de 200 kits scolaires aux écoliers de l'École Primaire Publique Ballo N'guessan, dans le but d'accompagner les élèves en cette période de rentrée scolaire. Cette activité s'est déroulée dans le quartier N'dakro de Bouaké, en présence de plusieurs autorités éducatives et de parents d'élèves.

L'initiative, dénommée "U-kit scolaire 2024", vise non seulement à alléger les charges des parents, mais aussi à permettre aux enfants défavorisés de disposer de tout le nécessaire pour leur année scolaire. Selon Diomandé Mariam, coordinatrice de U-Report Bouaké, ces kits représentent une chance pour les enfants d'améliorer leur apprentissage.

"Nous savons aujourd'hui que l'éducation est fondamentale pour s'épanouir. C'est pourquoi nous avons décidé de distribuer ces kits scolaires. Ils ne sont pas seulement des fournitures; ils symbolisent notre engagement envers l'éducation et l'avenir des enfants. En offrant ces kits, nous offrons



Distribution de kits scolaires par U-Report Bouaké aux écoliers de l'EPP Ballo N'guessan. Photo : DR.

plus que des crayons et des cahiers. Nous offrons des rêves, des opportunités et

l'espoir d'un avenir meilleur", a déclaré Diomandé Mariam.

Gninin Yatchi Coulibaly, directrice du projet "U-kit scolaire", a expliqué que le choix de l'EPP Ballo N'guessan était particulièrement significatif. "Nos enquêtes ont montré que, bien que tous les enfants n'aient pas de kits scolaires, leurs résultats étaient assez significatifs. Il est donc normal de les accompagner pour qu'ils obtiennent de meilleurs résultats à la fin de l'année", a-t-elle affirmé.

Elle a également encouragé les bénéficiaires à redoubler d'efforts : "Nous espérons que tous les enfants passeront en classe supérieure et réussiront leurs examens."

Le directeur de l'établissement, Yao Koffi, a exprimé

sa gratitude aux donateurs et a souligné le besoin essentiel de ces kits dans son école. "Nous avons un grand besoin de ces fournitures, car de nombreux parents n'ont pas les moyens d'acheter le nécessaire pour leurs enfants. Lorsque nous recevons un geste de générosité de cette ampleur, nous ne pouvons que saluer cette initiative, qui permettra aux enfants d'en bénéficier", s'est-il réjoui.

"Nous ferons de notre mieux pour encadrer les enfants afin que cet acte puisse leur être bénéfique et que l'éducation prônée par le ministère de l'Éducation nationale porte ses fruits", a-t-il ajouté.

Nambacéré Joël

Yamoussoukro

La Fondation Houphouët-Boigny sensibilise des élèves sur les médias sociaux

Dans le cadre de la deuxième édition de l'émission radiophonique "Les Cracks de la Paix", un concours de culture générale, de slam et de dessin destiné aux élèves des établissements scolaires du département de Yamoussoukro, la Fondation Félix Houphouët-Boigny pour la Recherche de la Paix a organisé une journée de formation interactive sur l'usage responsable d'Internet et des réseaux sociaux, à destination des participants dudit concours. Cela s'est déroulé le samedi 12 octobre 2024, lors du lancement de cette 2e édition, au sein de la Fondation portant le même nom.

Venus de 15 établissements secondaires de Yamoussoukro, ces élèves ont été sensibilisés aux dangers liés à une mauvaise utilisation d'Internet et des réseaux sociaux, mais aussi aux avantages de ces médias, grâce aux formateurs du ministère de la Communication et de la plateforme de Lutte contre la Cybercriminalité de la police nationale. Plusieurs modules ont été présentés, couvrant des sous-thèmes essentiels.

De plus, les apprenants ont été formés sur des thèmes tels que la culture de la paix, l'éducation environnementale, ainsi que la prévention de la toxicomanie et des grossesses en milieu scolaire. Pour Justin Coulibaly, producteur radio et membre de l'équipe or-

ganisatrice de ce concours, l'usage du numérique, et en particulier d'Internet par les jeunes, est un sujet crucial.

« Les jeunes sont très familiers à cet usage et même tout le monde. Donc, il est important de leur apporter des rudiments », a-t-il dit. Directeur du centre international de documentation, Kouakou Mathias, au nom du secrétaire général de la Fondation Félix Houphouët-Boigny pour la recherche de la Paix, Jean-Noël Loucou, s'est félicité de cette session de formation. « Parce que l'Internet a pris de l'ampleur ces derniers temps, il y a des dérives qui s'y associent, par conséquent, il faut éveiller la conscience de notre jeunesse afin qu'elle puisse utiliser de façon efficiente ces réseaux », a-t-il fait savoir.

Il faut relever que ce concours vise à sensibiliser la jeunesse sur des thématiques-clés tout en promouvant la paix à travers le savoir et l'expression artistique. Notamment, promouvoir la paix et le vivre ensemble à travers des activités éducatives et culturelles. Sensibiliser les jeunes à l'usage responsable des réseaux sociaux, à la promotion de la santé mentale, et à la lutte contre les fléaux tels que la drogue et les grossesses en milieu scolaire. Les manches éliminatoires du concours auront lieu durant les mois d'octobre et de novembre.

Les établissements scolaires participants (4 élèves par établissement, 3 pour le concours de culture générale et 1 pour le slam) s'affronteront sur des questions de culture générale et des prestations de Slam. Les demi-finales et la grande finale se tiendront le 7 décembre 2024, une date hautement symbolique marquant l'anniversaire du décès du premier Président ivoirien, Félix Houphouët-Boigny.

Harry Diallo
à Yamoussoukro

Rentrée scolaire N'cho Christophe offre une école primaire à Alepé-village



Le député N'cho posant symboliquement avec la clé.

La Fondation Pierre Fakhoury avec son secrétaire général Me N'cho Christophe, par ailleurs député d'Alepé vient d'offrir une école flambante neuve appelée EPP Pierre Fakhoury aux élèves du primaire publique. C'est un établissement de trois classes, équipé de toutes les commodités dignes d'une école moderne. Les clés de cet ouvrage ont été remises le week-end dernier avec le démarrage effectif des cours. C'était en présence du donateur, du préfet du département et des autorités coutumières. Avec la remise du bâtiment, ce sont plus de 100 enfants qui vont pouvoir s'instruire dans

de meilleures conditions. Pour rappel, cette nouvelle école primaire est le fruit du relationnel et du statut de Secrétaire général de la Fondation Pierre Fakhoury du député Me N'cho Christophe. Encore une action de développement de l'élu du département envers ses populations. Il n'en fallait pas plus pour que jeunes et vieux saluent avec ferveur, le geste de leur député qui ne lésine sur aucun moment, quand il s'agit du développement de sa région. Que ce soit à l'endroit des femmes, des jeunes et des plus petits.

LAURENT AGUIÉ

Man/ Campagne Stronger Together Les leaders d'opinion s'approprient le projet swedd

La campagne de sensibilisation communautaire "Stronger Together" du projet swedd et du dividende démographique dans le sahel a connu une réussite avec les leaders religieux, communautaires et les femmes modèles le 12 octobre dernier dans l'enceinte de la préfecture de Man. Malibu Yéhiri, chef de mission AIMAS Swedd communication a indiqué que l'objectif dudit projet est l'autonomisation des femmes, réduire les inégalités de genre et d'améliorer le niveau d'autonomisation des femmes et d'adolescents dans neuf pays à savoir, la Côte d'Ivoire, le Mali, le Benin, la Mauritanie, le Niger, le Tchad, la Guinée, le Burkina Faso et le Cameroun. Aussi a-t-il souligné qu'avec l'avènement de la COVID, la phase 1 du projet n'a pas connu de résultat escompté. Donc, le projet régional a décidé de créer la campagne "Stronger Together" pour sensibiliser les populations sur l'éducation et le maintien des jeunes filles



Malibu Yéhiri, chef de mission AIMAS Swedd communication a indiqué que l'objectif dudit projet est l'autonomisation des femmes, réduire les inégalités de genre et d'améliorer le niveau d'autonomisation des femmes.

à l'école, la lutte contre les mariages et les grossesses précoces, l'organisation des rencontres inter-générationnelles d'échanges entre les femmes modèles, les leaders d'opinion et des actions à mener pour améliorer l'éducation des filles et le leadership féminin. Madame Syra Sy Savané, expert national en genre a dépeint les maux qui minent l'évolution de la jeune fille dans la société. Elle invite les parents à être les défenseurs des enfants surtout les jeunes filles. « Protégez les filles en s'impli-

quant dans leur éducation et les maintenir à l'école pour préparer leur avenir », a-t-elle conseillé. Ajoute-elle pour dire que les parents doivent jouer leur rôle à la maison en instaurant un dialogue permanent avec les enfants. Pour sa part, l'Etat a mis plusieurs stratégies afin que la jeune fille ne soit pas laissée pour compte. Le représentant du préfet, le sous préfet de Yapleu Any Eddy a félicité les organisateurs dudit projet et d'ajouter que l'éducation des jeunes filles et leur maintien à l'école est une priorité pour l'Etat ivoirien. Car, il consent d'énormes efforts pour assurer sainement leur avenir. Il a invité les parents à lutter contre les maux qui minent l'éducation de la jeune fille. A l'en croire, le projet permet aux leaders d'opinion de favoriser une synergie d'action pour scolariser et maintenir la jeune fille à l'école.

DAN DE SAN
(Correspondant régional)

INTERVIEW/ GRÈVE ANNONCÉE CE MARDI 15 OCTOBRE 2024

Bli Blé David (Porte-parole) reste ferme : « Nous avons respecté la procédure, donc notre grève est légale »

« Près de 11 000 enseignants ont migré vers les autres emplois à primes »

La Coprésidente de Bli Blé : le Secrétaire d'Atelier Pierre ; le Cosecrétaire de Achi Edoukou ; l'Effectif d'Arnoud Kouadio Boko ; la Fefrei de Zandé Zako Stéphane ; la Fesappel de Koba Sory ; le Mesef-Sr d'Achi Béché Toussaint ; le Pefej de Kila Alain Charles ; et le Synesec d'Ekeou Kouassi sont, entre autres, des syndicats et Fédérations de syndicats qui ont affiché leur détermination à aller à la grève, du mardi 15 au jeudi 17 octobre 2024. Les autorités évoquent la question de l'illégalité du mouvement mais ils soutiennent le contraire dans cette interview de David Bli Blé, le porte-parole de ces syndicats de l'Éducation-Formation, des Affaires sociales et de la Santé.



Bli Blé David est le porte-parole de l'intersyndicale des syndicats du secteur Education-Formation, (FN, DR)

Que répondez-vous aux autorités qui estiment que votre grève est illégale ?

Bli Blé David : Toutes les grèves que nous avons faites ont été subordonnées au respect des 6 jours ouvrables. Une autorité ne peut pas délivrer un récépissé, comme le dispose la loi de 1992 sur le statut général de la Fonction publique, pour dire qu'elle est d'accord pour que ses travailleurs aillent en grève. En plus nous avons fini de négocier avec le ministère technique qui est le ministère de l'Éducation nationale et de l'alphabétisation. On a fini avec le ministère d'État, ministère de la Fonction publique et de la modernisation de l'administration. Nous avons respecté la procédure. Donc notre grève est légale.

Si vous avez fini les négociations avec le ministère technique, pourquoi la ministre de l'Éducation nationale et de l'alphabétisation, Mariatou Kone, vous a-t-elle appelés à la table de négociation, le dimanche 13 octobre ?

Nous n'avons pas effectué le déplacement parce que, pour nous, il n'y a plus de négociation avec elle. Pour nous, c'était une ruse pour nous dissuader d'aller à la grève. Une négociation se prépare. On ne peut pas nous appeler samedi pour nous dire de venir (le même) samedi à son cabinet. À la dernière rencontre, elle a dit qu'elle ne pouvait plus traiter de question à caractère pécuniaire. Nous avons alors demandé qu'elle note notre question de prime et qu'elle la transfère ou qu'elle nous la traite. Nous avons discuté, du 21 février 2023 au 4 juin 2024. Il était question que le ministère organise un

tatella pour que pendant les vacances, l'atelier soit organisé. Les grandes vacances sont passées, il n'y a pas eu d'atelier. Nous avons tenu une Assemblée générale qui a décidé d'un préavis pour la grève du 15 au 17 octobre. La ministre Mariatou Kone a dit ne pas pouvoir avoir de solution à la question pécuniaire. La ministre d'État Anne Ouloto a pris la relève. Nous lui avons fait part de nos exigences. Nous avons dit que la prime doit être traitée de façon diligente. Cela ne veut pas dire qu'on doit payer l'agent en même temps. Si la question est traitée, on fixe des modalités de paiement de la prime d'incitation selon la disponibilité des moyens de l'État. Elle nous a appris que le 4 octobre verrait l'installation du Comité consultatif de la Fonction publique. Ce jour, une panoplie de sujets a été soulevée, et la question sur notre prime est restée derrière.

aujourd'hui. La question de l'indice référentiel de base, par exemple, a été discutée en 2022. L'État a dit qu'il n'a pas les moyens de le valoriser. Parce que cela allait faire exploser tous les salaires. Notamment ceux des ministres, des députés, des travailleurs, tout le monde. Une étude n'avait pas encore été faite. Si c'est maintenant que l'étude se termine, nous pensons que c'est nous tirer par derrière. Il y a aussi que nous n'avons pas reçu de chronogramme précis, au surplus, le Comité va siéger une fois par trimestre. On ne sait même pas quand notre question sur les primes sera traitée, surtout qu'elle n'est pas parmi les premières questions.

Si vous n'êtes pas des va-t-en-guerre, vous auriez attendu d'aller à la première réunion pour modifier le calendrier de travail à votre guise, n'est-ce

Ne craignez-vous pas des punitions sur vos salaires, si vous allez à la grève ?

Non. C'est normal quand il y a des punitions. Mais il faut que cela soit proportionnel au nombre de jours non travaillés. Ce qu'il nous a été donné de constater les années passées, c'est que les punitions se font de façon disproportionnée. On ne peut pas comprendre qu'on nous prenne tout le salaire ou la moitié de notre salaire pour trois jours non travaillés. C'est de l'abus.

Quelle est votre condition pour que le mot d'ordre soit suspendu, aujourd'hui ?

Il faut que le point sur le paiement de la prime soit une priorité. Le deuxième élément, c'est qu'un chronogramme de travail bien précis soit élaboré et connu. Pour lever un mot d'ordre de grève, il faut une Assemblée générale. Si on ne consulte pas la base avant, on risque d'avoir le revers de la médaille. Les leaders peuvent suspendre mais la base ne va pas respecter le mot d'ordre de suspension. Si le gouvernement nous répond favorablement aujourd'hui, nous irons vers la base pour lui expliquer la nécessité de suspendre. En 2017, nous avons été à la Primature, nous avons lancé le mot d'ordre de suspension de la grève mais cela n'a pas été suivi. Parce que la base n'a pas été associée à la décision. Malheureusement j'ai levé le mot d'ordre en 2019 avec les enseignants du primaire mais ils ne m'ont pas suivi. La grève a continué pendant une semaine. Quand la base n'est pas associée, elle pense que c'est une compromission. Elle prend les choses en main. Partout des leaders viennent prendre les devants.

qu'on connaît depuis plusieurs années. Je ne peux pas être manipulé, en aucun cas. Si c'est ce que les autorités pensent, qu'elles règlent la question de la prime et on verra. C'est une question de justice sociale. Nous sommes des citoyens qui veulent que leurs conditions de vie s'améliorent pour que nous puissions mieux travailler et apporter notre contribution au développement du pays. Nous ne sommes pas des comploteurs. Nos revendications datent de 2022.

Est-ce que la prime s'impose ?

La fonction enseignante a des exigences. Au niveau financier, l'enseignant prépare des cours, il achète des documents. Il fait des recherches. Tout cela se fait avec son salaire.

Cela n'a-t-il pas toujours existé ?

Si, mais aujourd'hui le coût de la vie est élevé. Et les enseignants quittent en masse la fonction enseignante pour aller dans d'autres ministères. Il y a eu, ces derniers temps, près de 11 000 enseignants qui ont migré vers les autres emplois à primes. Aujourd'hui, on ne trouve plus les professeurs de sciences. Ils considèrent que l'enseignement, ce n'est plus la peine. Ils vont vers les emplois où il y a des primes, alors que l'Éducation est la base du développement d'un pays. Dans les autres emplois, il y a des documents qui sont là, les gens n'ont pas besoin de prendre leurs salaires pour en acheter comme chez nous. Leurs salaires ne sont pas mis à contribution. Les enseignants, aujourd'hui, sont démotivés. Un enseignant qui a des problèmes, alors que l'enseignement est un travail d'esprit, ne peut pas donner la pleine mesure de ses capacités. Les enseignants, au départ, étaient les mieux traités.

Lors du dernier congrès Afrique des enseignants, il a été arrêté que les enseignants se battent pour améliorer leurs conditions de travail.

Je rappelle qu'en 2019, au Fesec (Forum d'analyse des systèmes éducatifs de la Conférence des États et gouvernements de la Francophonie), la Côte d'Ivoire a été classée dernière mais les enseignants, dans la formation, étaient classés meilleurs. La question est de savoir pourquoi leur produit n'est pas de qualité. Nous avons le Pasec en 2025, nous refusons d'être les derniers encore.

Réalisée par Dominique FADEGNON

“ Dans les autres emplois, il y a des documents qui sont là, les gens n'ont pas besoin de prendre leurs salaires pour en acheter comme chez nous. Leurs salaires ne sont pas mis à contribution. Les enseignants, aujourd'hui, sont démotivés. Un enseignant qui a des problèmes, alors que l'enseignement est un travail d'esprit, ne peut pas donner la pleine mesure de ses capacités. Les enseignants, au départ, étaient les mieux traités. ”

atelier pendant les vacances pour nous répondre. Nous avons eu une Assemblée générale avant le 4 juin. Les membres de nos syndicats ont demandé que nous fassions une grève le 8 mai parce que les choses traînaient. Nous les en avons dissuadés en disant que nous sommes en fin d'année et que nous sommes en discussion avec le ministère. Nous avons lancé un appel à notre ministre de

N'empêche, cette question fait tout de même partie de la panoplie de sujets, n'est-ce pas ?

Oui mais elle est perdue quelque part. Il y a un an que ce Comité devrait être mis en place. Si c'est par rapport à notre prime que ce Comité voit le jour, la question sur la prime doit figurer en tête. C'est vrai que les autres questions sont importantes mais elles ne sont pas prioritaires.

pas ?

Non. Si la ministre avait clairement identifié notre revendication sur les primes, on n'en serait pas là. En matière de négociation, le dialogue doit donner des résultats. Si nous démontrons un dialogue improductif au niveau de notre ministère technique, on ne peut pas revenir à la même chose, là où on pense avoir une solution à notre revendication.

Il nous revient que vous êtes manipulés par des hommes politiques, à la veille de l'élection présidentielle. Que répondez-vous ?

C'est une question qui revient chaque fois que nous voulons faire grève. Bli Blé. Je n'ai même pas de carte d'adhésion à un parti politique. Je suis un leader syndical

ADZOPÉ/ BÉCÉDI-BRIGNAN

L'Ong "Food for kids" alimente les cantines de l'Epp 1 et 2

Parents d'élèves et écoliers issus de l'École primaire publique (Epp) 1 et 2 de Bécédi-Brignan, localité située dans le département d'Adzopé, avaient, le samedi 12 octobre 2024, le sourire large.

L'Organisation non gouvernementale (Ong) "Food for kids", dans le cadre de sa première activité de l'année, a offert des vivres et non-vivres aux cantines scolaires et aux écoliers des Epp 1 et 2 de Bécédi-Brignan.

Le don fait est composé de 50 sacs riz de 50 kg, 40 cartons d'huile, 40 cartons de tomate et 100 sacs de pâtes alimentaires.

Ce n'est pas tout. Il a été également offert 300 cartables, 300 assiettes, 300 gobelets, 30 chaises, 20 seaux, 20 bassines, 10 poubelles, 10 arrosoirs et 4 brouettes.

La présidente de l'Ong, Caroll Yao, a rappelé que sa structure vise à maintenir les élèves à l'école, à travers la mise à disposition de vivres dans les cantines. Selon elle, cela permet d'éloigner les enfants des travaux dangereux, comme ceux effectués par exemple dans les champs. Elle a invité les parents d'élèves, notamment ceux qui sont



Caroll Yao a accepté de poser avec les bénéficiaires (Ph. DR)

producteurs de cultures vivrières, à s'organiser afin de pourvoir les cantines en vivres, afin que leurs enfants ne manquent pas de repas à l'école.

Caroll Yao n'a pas manqué d'exhorter les responsables des écoles à utiliser les vivres à bon escient, pour que les enfants soient maintenus à l'école les midis.

Témoin de l'événement, le député de Bécédi-Brignan, Aké Germain, et le Secrétaire général (Sg) de la Di-

rection régionale de l'Education nationale (Drena), M. Bamba, ont chaleureusement remercié l'Ong et sa présidente.

Par la suite, il a été recommandé aux responsables des écoles bénéficiaires de faire bon usage de ce don, pour que les élèves puissent déjeuner à l'école pour être assidus aux cours

Dominique FADEGNON

PROMOTION DES DROITS DE LA JEUNE FILLE / DEPUIS YAMOUSSOUKRO

Kandia Camara donne des assurances



La célébration a vu la participation de plusieurs jeunes filles. (Ph. C.S.)

La présidente du Sénat de Côte d'Ivoire, Kandia Kamissoko Camara, a parrainé, le lundi 14 octobre 2024, à Yamoussoukro, les festivités marquant la célébration officielle de la Journée internationale de la fille, initiées par la section ivoirienne de l'Organisation non gouvernementale (Ong) "Voix des filles", avec l'appui institutionnel de la Fondation Félix Houphouët-Boigny pour la recherche de la paix. La présidente du Sénat a remercié le chef de l'Etat, Alassane Ouattara, et le gouvernement pour les politiques publiques mises en

œuvre en vue de l'épanouissement de la jeune fille et de la femme. Lesquelles ont permis « un recul des discriminations et des inégalités auxquelles les jeunes filles font face au quotidien ». « Pour sa part, le Sénat de la République de Côte d'Ivoire apportera toujours son soutien au gouvernement, aussi bien dans la mise en œuvre de sa mission de législation que de celle du contrôle de l'action gouvernementale, pour plus de justice, d'égalité et d'équité afin de garantir à la jeune fille son droit à l'éducation, à

la protection et à la sauvegarde de son intégrité physique et morale », a promis Kandia Kamissoko Camara. Elle a aussi rendu hommage à la présidente d'honneur de l'Ong "Voix des filles", Martine Levy-Gougenheim, pour son engagement associatif, depuis plusieurs décennies, en faveur de la jeunesse et de la fille sur le continent africain, l'assurant de son soutien personnel dans cette mission. Et particulièrement à la ministre de la Femme, de la famille et de l'enfant, Nassénéba Touré ; à la représentante de l'Unesco ; au Se-





crétaire général de la Fondation Félix Houphouët-Boigny pour la recherche de la Paix, Pr Jean-Noël Loucou.

Pour sa part, la représentante de la Première dame, Dominique Ouattara, la ministre de la Femme, de la famille et de l'enfant, Nassénéba Touré, a déclaré : « (...) Faisons résonner haut et fort notre engagement. Faisons en sorte que chaque mot, chaque acte, chaque politique reflète notre détermination à bâtir un monde plus juste, plus équitable, un monde où les filles peuvent grandir en paix, libres de poursuivre leur rêve et de réaliser leur plein potentiel ».

Elle a précisé que le gouvernement ivoirien va œuvrer davantage pour offrir un cadre d'épanouissement à la jeune fille. « Avec l'engagement du gouvernement et de nos partenaires, nous construirons un avenir où chaque fille en Côte d'Ivoire, du Nord au Sud, de l'Est à l'Ouest en

passant par le Centre, pourra accéder à une éducation de qualité, bénéficier d'une protection efficace mais aussi s'épanouir pleinement. Nous ferons de notre pays un modèle en matière d'égalité du genre, et de la promotion des droits des filles un héritage que nous pourrons léguer avec fierté aux générations futures », a souligné Nassénéba Touré. Notons que la célébration de cette édition de la Journée internationale de la fille, portant sur le thème "La vision des filles pour l'avenir", a donné lieu à un panel qui a permis d'aborder des thématiques, au nombre desquelles les enjeux de l'éducation formelle ou informelle ou encore la problématique des grossesses précoces et des grossesses en milieu scolaire.

Camille SIABA
(Correspondant régional)



AGENCE IVOIRIENNE DE PRESSE

Leader de l'information de proximité





SOCIÉTÉ / Aide aux cantines scolaires: L'ONG Food For Kids approvisionne l'EPP 1 et 2 de Bécédi-Brignan. Publié le lundi 14 octobre 2024 | Abidjan.net



© ABIDJAN.NET PAR DR

AIDE AUX CANTINES SCOLAIRES: L'ONG FOOD FOR KIDS APPROVISIONNE L'EPP 1 ET 2 DE BECEDI-BRIGNAN

Le samedi 12 octobre 2024, parents d'élèves et écoliers issus de l'Epp 1 et 2 de Bécédi-Brignan, localité située dans le département d'Adzopé avaient le sourire large.

L'ONG Food For Kids s'est rendue dans cette localité où elle a offert pour sa première activité de l'année des vivres et non-vivres à ces deux

écoles primaires publiques citées. Le don est composé de 50 sacs riz de 50kg, 40 cartons d'huile, 40 cartons de tomate, 100 sacs de pâtes alimentaires. L'ONG a également offert 300 cartables, 300 assiettes, 300 gobelets, 30 chaises, 20 seaux, 20 bassines, 10 poubelles, 10 arrosoirs et 4 brouettes.

La présidente de l'ONG, Caroll Yao a à cette occasion rappelé la mission sociale de Food For Kids qui vise à maintenir les élèves à l'école à travers la mise à disposition de vivres dans les cantines. Elle a ajouté que l'action de l'ONG permet également d'éloigner les enfants des travaux dangereux, comme ceux effectués par exemple dans les champs. Elle a également invité les parents d'élèves, notamment ceux qui sont producteurs de cultures vivrières à s'organiser afin de pourvoir les cantines en vivres pour que leurs enfants ne manquent pas de repas à l'école.

Pour terminer, la présidente de l'ONG Food For Kids a exhorté les responsables des écoles à utiliser les vivres à bon escient pour que les enfants soient maintenus à l'école les midis. Le geste a été fort apprécié par les autorités de la localité. Le député de Bécédi-Brignan, l'honorable Aké Germain a su traduire les remerciements des populations. Il a vivement remercié l'ONG pour ce geste.

Également touché par l'action de Food For Kids, le Secrétaire Général de la DRENA, Monsieur Bamba a remercié la présidente et sa délégation. Il a exhorté les responsables des écoles récipiendaires à faire bon usage de ces dons pour que les élèves puissent déjeuner à l'école pour être assidus.

Mn



SOCIÉTÉ / Côte d'Ivoire/ Action sociale : la fondation MCK offre plus de 1500 livres à 7 écoles de Grand-Bassam. Publié le samedi 12 octobre 2024 | Abidjan.net



© ABIDJAN.NET PAR RS

COTE D'IVOIRE/ ACTION SOCIALE : LA FONDATION MCK OFFRE PLUS DE 1500 LIVRES A 7 ECOLES DE GRAND-BASSAM

La fondation MCK (Massaran Camara Keita) a offert plus de 1500 livres à 7 écoles de Grand-Bassam ce jeudi 10 octobre 2024 au Musée National du Costume de ladite ville.

Pour son président, Abdoul Kader Traoré, cette initiative est orientée vers la prise en charge et l'autonomisation des femmes et des jeunes qui avec ces livres devront être à même de connaître leur histoire et d'écrire la leur.

Il a révélé que ce don « est un hommage à ma grand-mère, Adja Massaran Keita. Elle a toujours voulu que les personnes en difficulté obtiennent des choses qui feront d'elles des personnes meilleures ». De plus, il a expliqué que le choix des livres a été fait au vu de l'avancée du numérique qui empêche les jeunes de lire. «Aujourd'hui à l'ère du numérique, on se rend compte que nos jeunes sont toujours sur leurs téléphones, ils arrêtent de lire, la lecture n'est plus une passion, la lecture devient une corvée. À travers ce don, équiper les bibliothèques permettra à ces jeunes, je l'espère sincèrement de pouvoir se replonger dans de nouvelles aventures, d'un nouvel univers, qui va leur permettre de rêver autre que les réseaux sociaux », a-t-il-espéré.

M. Traoré a aussi souhaité un accompagnement de l'État afin d'entretenir les dernières survivantes de cette marche historique de 1949. Cet accompagnement pourrait être une manifestation pérenne de la reconnaissance de l'État pour l'héroïque parcours de ces femmes engagées, selon lui.

Pour sa part, M. Trah, Représentant des bénéficiaires et du maire Jean-Louis Moulot a adressé ses remerciements aux donateurs de la part de tous les bénéficiaires et les a invités à offrir davantage de livres qui parlent de la cause des élèves, des livres proches d'eux et dans lesquels ils se retrouveront. « Ce que nous souhaiterions, c'est que nos donateurs fassent l'effort de donner à nos apprenants des livres qui parlent de la Côte d'Ivoire, qui parlent des ivoiriens, qui restituent un peu leur vie quotidienne... des livres écrits dans leur milieu, abordants des questions qui sont les leurs», a-t-il souhaité.

Créée en 2016, la fondation Massaran Camara Keita, MCK a été fondée par l'épouse de feu Lamad Camara, l'un des détenus politiques incarcérés en 1949 à la Prison de Grand-Bassam. Elle s'est investie pleinement depuis 2020 dans plusieurs actions visant particulièrement les survivantes de la marche des femmes sur Grand-Bassam ou leurs familles.

R-SEKONGO

SOCIÉTÉ / Lutte contre l'analphabétisme en Côte d'Ivoire: Cissé Cheick Sallah nommé ambassadeur. Publié le mardi 15 octobre 2024 | Fratmat.info



Le Pr Mariatou Koné et l'athlète Cissé Cheick Sallah

Le célèbre taekwondoïste ivoirien, Cissé Cheick Sallah, médaillé de bronze lors des Jeux Olympiques de Paris 2024, a été désigné ambassadeur de la lutte contre l'analphabétisme. Cette nomination a été officialisée ce lundi 14 octobre 2024, à l'issue d'une rencontre avec la Ministre de l'Éducation nationale et de l'Alphabétisation, le Professeur Mariatou Koné.

« C'est avec plaisir que j'accepte de contribuer à l'éducation en étant ambassadeur de la lutte contre l'analphabétisme », a déclaré le champion, visiblement honoré de cette mission. Avec ce nouveau rôle, Cissé Cheick Sallah s'engage à promouvoir la vision du gouvernement ivoirien, qui vise à réduire significativement le taux d'analphabétisme dans le pays.



Reconnu pour sa carrière exceptionnelle, qui compte trois médailles d'or, trois médailles d'argent, et une médaille de bronze, le taekwondoïste incarne un modèle de persévérance et de réussite pour la jeunesse ivoirienne. En plus de son impressionnant parcours sportif, Cissé Cheick Sallah a récemment publié un ouvrage intitulé **Grands coups, Grand destin**, qu'il a présenté à la Ministre Mariatou Koné, qu'il surnomme affectueusement « ma maman ».

La Ministre de l'Éducation nationale, Professeur Mariatou Koné, a salué cette nomination : « Cissé Cheick Sallah est un modèle pour la Côte d'Ivoire et même pour le monde. Je suis heureuse qu'il ait accepté notre proposition afin d'encourager ses frères et sœurs à apprendre à lire et à écrire. »

Le choix de Cissé Cheick Sallah pour cette mission est un symbole fort, visant à inspirer et à mobiliser la population, en particulier les jeunes, dans la lutte contre l'analphabétisme.

Source: Ministère de l'Éducation nationale et de l'Alphabétisation, l

Par Salif D. Cheickna



VU DE CÔTE D'IVOIRE

SOCIÉTÉ / Grève des enseignants, Le mot d'ordre observé dans plusieurs localités du pays. Publié le mardi 15 octobre 2024 | 7info.ci



Les activités scolaires sont paralysées dans certaines localités du pays ce mardi 15 octobre 2024. La raison, un arrêt de travail observé par des syndicats du secteur éducation-formation. Les enseignants grévistes réclament le paiement d'une prime d'incitation.

Les syndicats d'enseignants à l'origine de ce mouvement de protestation dénoncent un non-respect des engagements pris par les autorités en matière de revalorisation de leurs conditions salariales.

« Nous avons été patients, mais la situation perdure. Il est temps que nos revendications soient entendues », a déclaré un représentant

syndical, soulignant que la prime d'incitation promise reste non payée pour les enseignants.

Plusieurs localités sont impactées par cet arrêt de travail. Sur différentes pages Facebook proches des syndicats de grévistes, il s'agit de Gagnoa, Duékoué, Zoukougbeu, Bongouanou, Korhogo, Man et Lakota.

D'après les informations recueillies, certains établissements des localités concernées ont tous fermé leurs portes dès ce mardi matin, lit-on sur ces pages avant 9 h.

Les autorités éducatives, quant à elles, soutiennent que le mot d'ordre de grève n'est pas entièrement suivi et que les cours sont effectifs.

Les enseignants grévistes espèrent qu'à travers cette mobilisation, leurs revendications seront prises en compte et qu'une solution durable pourra être trouvée pour améliorer leurs conditions de vie et de travail.

Maria Kessé

Côte d'Ivoire / Grève des enseignants : « le mot d'ordre pas suivi dans plusieurs établissements »
Publié le mardi 15 octobre 2024 | 7info.ci



La grève des enseignants prévue commencer ce mardi 15 octobre 2024, n'est pas suivie par tous. Les cours ont lieu dans plusieurs établissements scolaires, apprend 7info.

La grève des enseignants n'est pas suivie dans toutes les écoles en Côte d'Ivoire. Dans certains établissements scolaires, les cours ont lieu ce mardi 15 octobre 2024.

Le ministère de l'Éducation nationale et de l'Alphabétisation en donne la preuve avec des images.

Sur ces images, on peut voir des élèves assis dans des salles de classe. En face d'eux, on peut voir également des enseignants du primaire et du secondaire qui dispensent les cours.

Selon le ministère qui donne ces informations peu avant 10 h, l'effectivité des cours ont lieu au collège moderne de Nionfoin dans la DRENA Korhogo.

Les cours sont aussi effectifs au lycée moderne de Bouna, au nord-est du pays, fait savoir aussi le ministère.

Le ministère cite également le collège moderne de Tiassalé, et le primaire à Songon, dans le sud du pays. Le lycée classique d'Abidjan aussi.

À Man dans l'ouest, à l'école primaire public Petit Paris, les enseignants ont répondu au rendez-vous avec les élèves.

Dans un communiqué, des syndicats du secteur éducation-formation ont annoncé un arrêt de travail pour exiger des primes

La grève disent-ils doit durer trois jours à partir du mardi 15 octobre 2024.

La tutelle a eu une rencontre avec des organisations syndicales pour échanger sur la question. Mais huit d'entre eux n'ont pas répondu à l'appel du ministère.

Richard Yasseu

Détente

Le temps ne t'appartient pas

Par *Desiré Atsain*



Caricature

